

# Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 29 JUIN  
N° 221 1,50 F

Belgique : 15 FB  
Commission Paritaire N° 56 942

## L'Union de la Gauche et les municipales LE PS SATISFAIT

Hier se tenait la quatrième réunion des trois partis de la gauche depuis l'élection de Giscard. A en croire le communiqué ampoulé qui en est sorti, la discussion ne s'est pas élevée au-dessus des tripotouillages électoraux en vue des municipales. Le début de «querelle» entamée par Kanapa (membre du B.P. du PCF), qui accusait le PS «de prendre de troublantes libertés avec le programme commun», et demandait qu'un «approfondissement du programme commun» soit négocié, n'est donc pas relancée publiquement.

suite p. 3

## Au nom de la «sécurité» des Français

## QUE VEUT PONIATOWSKI ?

NOTRE NOUVELLE ENQUÊTE PAGE 2

- La grève des éboueurs de Marseille suspendue p. 4
- Lyon : manifestation de soutien à Caluire-Légumes
- CFDT : le B.N. attaque la coordination des luttes
- Deux tués à la centrale sidérurgique de Richemont p. 5
- Les dangers du fluor p. 6
- Pologne : témoignages sur les conditions de vie des travailleurs polonais p. 8

## Uruguay

Interview de Hugo Cores, dirigeant de la ROE

## A L'ÉCOUTE DE LA RÉSISTANCE

VOIR PAGE 12

OTELO 16,41 % AZEVEDO 14,55 %  
EANES 61,5 % PATO (PCP) 7,8 %  
25 % D'ABSTENTIONS

Mario Soares serait premier ministre

## QUE VA FAIRE EANES CONTRE LE PEUPLE ?

Eanes est élu avec une majorité confortable de 61 % des suffrages exprimés, mais par rapport aux élections législatives et aux partis qui le soutiennent, il perd plus d'un million de voix. Le P«C» perd nationalement la moitié de ses voix, mais c'est dans ses zones de plus grande implantation qu'il en perd le plus (à Setubal, banlieue ouvrière de la banlieue du sud de Lisbonne, il passe de 44 % aux législatives à 18 % cette fois, dans l'Alentejo, de 43 % à 19 %).

En effet, les travailleurs ont voté en masse pour Otelo de Carvalho. Partout, sauf dans les régions rurales du Nord Otelo obtient toutes les voix qui manquent au PCP, plus nationalement 8 % des voix du parti socialiste. Dans les villes industrielles, c'est plus de 20 % des voix du PS qu'il obtient (à Setubal, 42 %). Il reste que la candidature d'Otelo n'a pas franchi les «barrières du Nord». Ce n'est que dans les villes ouvrières du Nord comme Braga qu'il obtient des pourcentages significatifs au détriment du PS.

Les premières impressions recueillies auprès des travailleurs montrent une légère déception quant au nombre de voix obtenu nationalement par Otelo, mais aussi un certain sentiment de victoire et de force : «Eanes est président, disait un travailleur, mais nous l'attendons de pied ferme».

Suite p. 7

GIL (Nantua)  
Chaleur insupportable dans les ateliers

## Les travailleurs entrent en lutte

Chez G.I.L., fabrique de lunettes, malgré l'approche des vacances, une grève vient de se déclencher. La chaleur actuelle (plus de 40°) a rendu les conditions de travail encore plus inhumaines. Les machines chauffent à 800°, la ventilation pourtant très bruyante, est nettement insuffisante, les fours ont des plaques d'amiante qui dégagent une poussière qui provoque des cancers du poumon. Un ouvrier dit : «Je suis sorti de l'armée il y a cinq mois, depuis j'ai perdu dix kilos. Les cadences sont telles que l'on n'a pas le temps de s'essuyer le front. Les salaires sont ridicules, (1 400 francs par mois brut). Quand on a déduit les canettes que l'on doit boire pour avoir la bouche un peu moins sèche, tu vois ce qui reste !»

Suite p. 4

Les PC d'Europe confrontés

## Unanimité de façade

Manifestations populaires dans les faubourgs ouvriers de Varsovie, contre les augmentations entre 50 et 100% des denrées alimentaires par le gouvernement polonais ; cuisande défaite électorale du candidat du PCP aux élections portugaises dimanche avec seulement 8% des voix, ces deux événements ne sont pas de bon augure pour la conférence des partis révisionnistes est-européens qui s'ouvre aujourd'hui à Berlin-Est.

Les masses au Portugal et en Pologne ont porté leur jugement sur les partis dit communistes qui prétendent défendre leurs intérêts, il sera difficile à la conférence de Berlin-Est de gommer ces faits qui portent à terme la condamnation des P«C» et dès aujourd'hui, soulignent leur caractère anti-populaire et anti-communiste. Cette opposition grandissante des masses aux P«C» d'Europe, c'est cela qui en fin de compte permet de comprendre les contradictions qui les opposent et qui ont retardé la conférence.

suite p. 7

suite p. 3



Le mouvement de masse avant le 25 novembre : Eanes a tout fait pour le stopper...

## AIRBUS DETOURNE INTOXICATION SIONISTE

L'Airbus qui fait la liaison Tel Aviv-Paris a été détourné dimanche après l'escale d'Athènes, sur Ben ghazi. Selon les autorités grecques, des fouilles et des contrôles avec détecteurs électroniques ayant eu lieu à Athènes, les «pirates de l'air» auraient été dans l'avion à Tel Aviv, ce qui semble bien curieux. Arrivé en Ouganda, le commando gardait ses otages sur l'aéroport de Kampala sans qu'on puisse connaître ses exigences.

# DOSSIER



# LA «SECURITE» DES FRANÇAIS

Paul LEFORT

*Il est beaucoup question de sécurité. Au moment où vont commencer les vacances, le ministre de la police se multiplie : campagne auprès des personnes âgées, matraquage publicitaire sur les cambriolages, annonce d'envois de renforts de CRS sur les plages et dans les lieux de vacances. Les hommes au pouvoir parlent sans cesse de sécurité en lui associant la «liberté». C'est leur définition du régime libéral avancé.*

*Sur la «liberté», ce n'est pas nouveau. Ce n'est pas de Giscard que date la propagande sur la «libre entreprise», le «monde libre», etc... Mais, sur la question de la sécurité, la propagande, et les mesures concrètes qui lui correspondent, prennent une ampleur jamais vue.*

*Instaurer un «consensus» dans le pays à propos de la sécurité, voilà en effet l'objectif politique que s'est fixé la classe au pouvoir. Elle n'est pas la première à emprunter cette voie.*

D'autres bourgeoisies, en Allemagne, en Italie, aux USA, agitent également cette arme. En France, si la campagne sur la sécurité commence avec la venue au pouvoir de la coalition giscardienne, ce n'est pas un

hasard. Cette coalition est d'une fragilité politique très grande, le mythe gaulliste, la toute puissance de l'UDR sont ruinés. Le pouvoir ne dispose d'aucun projet cohérent susceptible d'emporter l'adhésion des masses popu-

lares. Les aspirations révolutionnaires, la volonté d'en finir avec un régime bourgeois dont toutes les tares s'exacerbent avec la crise, voilà la réalité politique que la bourgeoisie cherche à supprimer ou plus modestement, à détourner.

C'est là la source de cette intoxication que nous vivons sur la sécurité. Beaucoup plus que le simple problème de la délinquance, toujours mis en avant, le thème de la sécurité concerne en fait le maintien de la domination bourgeoise. C'est une méthode de gouvernement.



Elle met aujourd'hui en avant un ennemi au-dessus des classes, hideux, présent partout, jeune le plus souvent : c'est le voyou, le

criminel, le bandit, le délinquant.

Même si, un peu partout, la campagne sur la sécurité

n'emporte pas toujours l'adhésion, elle remporte parfois certains succès. D'où la nécessité de la démonter, d'en montrer les tenants et aboutissants, les objectifs et les mesures qui l'accompagnent.

## LA DÉLINQUANCE, QU'EST-CE QUE C'EST ?

Pour renforcer les mesures policières, Poniatsowski s'abrite derrière une justification, inlassablement répétée : «l'augmentation de la criminalité». Augmente-t-elle ? De quoi se compose-t-elle ? Qui menace-t-elle et comment ?

### CAMOUFLER LA RÉALITÉ DERRIÈRE DES CHIFFRES

Dès que l'on se penche sur la question de la criminalité, on essaye de la mesurer en chiffres. Des chiffres, il n'en manque pas, publiés par la presse, dits à la télévision. Avec quelle utilisation ?

Prenons un exemple : les hold-up. En 73, ils ont été, selon la police, accompagnés de prise d'otages dans trois cas. L'année suivante, en 74, ils étaient, selon la même source, de 56.

C'est là que le statisticien policier (ou le journaliste dont le ministre de l'intérieur prépare les articles) est content. Si, à partir de ces chiffres en effet, on calcule un pourcentage d'augmentation de 73 à 74, on va trouver - oh, bonheur ! - 1 766 % ! Voilà un chiffre très présentable qui ne manque pas d'impressionner.

Comme quelqu'un qui a un franc en poche, et qui trouve dans la rue un billet de cinquante francs. En ramassant le billet, il ignore que sa fortune a augmenté de 5 000 % !

La statistique policière c'est un peu comme cela. D'ailleurs, il faut savoir qu'il existe plusieurs sour-

ces. Pour simplifier, disons qu'il y en a deux principales : celles de la police et celles de la justice.

Les chiffres de la police sont calculés à partir des faits constatés, et non de leur évaluation et de leur éventuel jugement. D'où une énorme différence avec la justice. Si en 74, on trouve, selon la police, 1 827 373 délits et crimes

qu'on sache combien il y a de doubles emplois.

### LA CRIMINALITÉ SELON LA POLICE

Elle dénombre, on l'a vu, plus d'un million huit cent mille crimes et délits. Ce chiffre ne doit pas faire illusion. Il est fait pour l'essentiel de «petite délinquance» (plus de 1 500 000), laquelle est surtout com-

posée de petits vols et de chèques sans provision. Ces infractions sont bien caractéristiques de la société capitaliste : des jeunes au chômage se retrouvent parfois dans une situation telle que pour eux, le vol devient une pratique habituelle. Quel travailleur pressé par des traites à payer, n'a pas un jour ou l'autre fait un chèque sans provision ? Cette délinquance là, l'essen-

tiel, n'a rien à voir avec la terreur sanglante qu'on nous présente à la télé. A part cela, la police classe comme «moyenne criminalité» (on verra ce que signifie ce classement) ou comme grande criminalité, à peu près 280 000 infractions. Tout dépend de ce que l'on juge grave, et les critères ne sont pas les mêmes selon qu'on se place du point de vue du patron ou selon le

point de vue du travailleur, de ses intérêts dans une société capitaliste.

Un exemple : un viol est le plus souvent classé en moyenne criminalité, pendant que le vol d'un sac «à l'arraché» est, lui, classé en grande criminalité !

LES OCCUPATIONS D'USINES CLASSÉES DANS LA DÉLINQUANCE

D'autres exemples : les avortements sont classés

dans la délinquance, de même que les occupations de locaux par les travailleurs !

Restent, tout au haut de l'échelle de gravité, selon la police, quelque 20 842 actes de «grande criminalité». Attention, n'allez pas croire qu'il s'agit là des Mémé Guérini, des assassins du juge Renaud ou des gros trafiquants de drogue. Pas du tout. S'il y a là dedans 56 prises d'otages, il y a principalement des vols avec violence sans armes (16 250) et des vols qualifiés de «hold-up» (1 048).

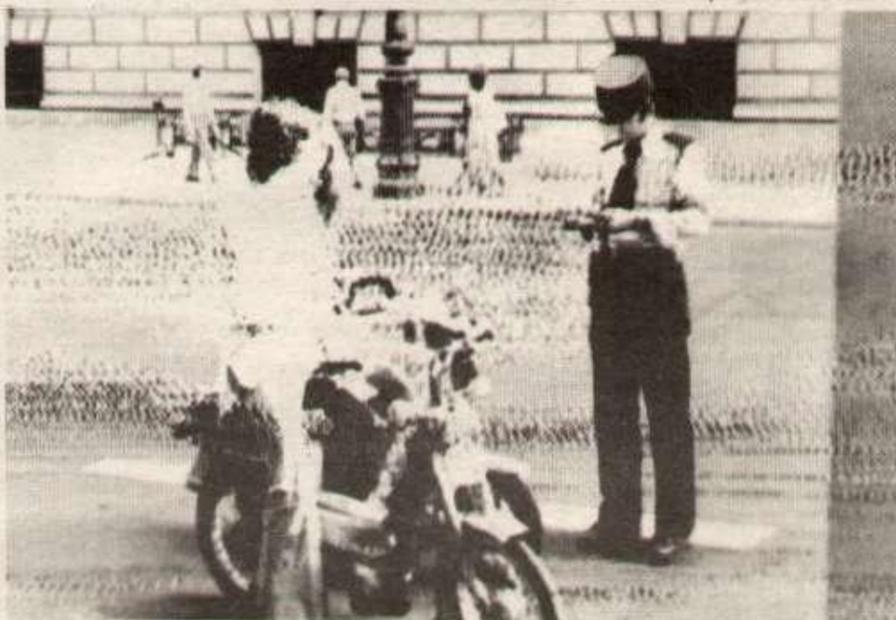
Cette brève esquisse du visage de la criminalité, faite même à partir des chiffres truqués de la police, n'autorise sans doute pas les commentaires-divagations dans le style de celui-ci, pris entre mille, qu'on a pu lire dans l'Express (15/9/76) : «La France s'imbibe de crimes comme une éponge».

Dans la discussion, on tombe souvent d'accord sur la responsabilité de la société capitaliste qui crée la délinquance : il n'en reste pas moins que, dans l'immédiat, la peur développée par la campagne rencontre un certain écho. Et que, certains se disent «faute de mieux», prêts à accepter la «protection» de la police.

L'idée que la police est mal utilisée, et que, dans les limites de la société actuelle, elle pourrait être au service du peuple si on la réformait, est aussi présente.

Même s'il y a une haine de classe du flic. Telle cette ouvrière du textile de Lille, maintenant concierge, qui explique : «Il y a un flic au 6<sup>e</sup>, je lui planque son courrier». Et elle poursuit en rappelant les manifestations ouvrières qu'elle a connues dans sa jeunesse, et qui devaient affronter les charges des flics. La campagne de la bourgeoisie a une certaine emprise mais la réalité est contradictoire : par exemple, dans les HLM près de Chausson, à Gennevilliers, on avait vu les habitants qui assailaient de leurs fenêtres les flics venus contre les grévistes. Ce n'est pas pour autant que certains ne se laissent pas prendre un moment dans l'intoxication de Poniatsowski, quand habilement et sournoisement, la presse fera ses gros titres sur le meurtre d'un enfant.

C'est pourquoi nous commençons aujourd'hui cette enquête par un essai de définir ce qu'est vraiment la délinquance, pour rétablir la vérité des faits grossièrement falsifiés.



(on verra ce que ce chiffre recouvre), on trouve par contre 534 151 personnes condamnées en 73.

D'autre part, les statistiques policières sont, pour le moins, peu sûres. Elles sont faites par les policiers eux-mêmes, qui ont intérêt à gonfler leurs chiffres pour montrer qu'ils sont actifs. Sans parler du caractère empirique de la collecte des statistiques, qui viennent de plusieurs sources sans

posée de petits vols et de chèques sans provision. Ces infractions sont bien caractéristiques de la société capitaliste : des jeunes au chômage se retrouvent parfois dans une situation telle que pour eux, le vol devient une pratique habituelle. Quel travailleur pressé par des traites à payer, n'a pas un jour ou l'autre fait un chèque sans provision ? Cette délinquance là, l'essentiel, n'a rien à voir avec

Suite de la une

## L'union de la Gauche et les municipales : **LE PS SATISFAIT**

L'accord réalisé sur la préparation des municipales diffère bien peu des exigences du PS : celui-ci demandait avant tout que les tripartites se fassent localement, et ne soient pas régies nationalement. Il demandait aussi que, quels que soient les budgets (et donc les impôts locaux...), votés par les communes d'union de la gauche, la «solidarité de gestion joue», c'est-à-dire qu'aucun édile municipal ne démissionne en cours de mandat. Enfin, il parlait de «programme municipal» pour donner les lignes directrices d'une gestion «de gauche», et en cas d'accord dans une commune, que la liste soit constituée proportionnellement aux résultats des cantonales (lors desquelles le PS avait nettement progressé sur le PC).

A l'opposé, le PC demandait un accord national sur la constitution de listes de «gauche» dans toutes les communes, sur la base des résultats des dernières municipales.

Or l'accord signé ne fait «qu'inviter» les instances locales à conclure des accords. C'est la position du PS. Il préconise des listes tenant compte de toutes les élections depuis 72, ce qui exclut la référence aux dernières municipales. Il ne s'avance pas trop sur le «contrat communal», mais insiste lourdement sur la «solidarité de gestion».

Que le PC ait du reculer n'est pas pour étonner : la

position de force acquise par le PS au sein de l'union de la gauche, sanctionnée lors des cantonales, ne laisse aux révisionnistes qu'une marge réduite. La «satisfaction» de Marchais de voir l'accord conclu n'y change rien.



### Le communiqué commun

Les trois formations invitent leurs formations départementales et locales à engager des négociations immédiates en vue du meilleur accord possible d'union de la gauche dans toutes les communes de France où elles sont représentées.

Par un meilleur accord possible, les trois formations entendent :

- Prendre pour base pour la composition des listes l'ensemble des consultations électorales depuis la signature du programme commun.

- Assurer la solidarité de gestion pendant la durée du mandat sur un contrat municipal qui s'inspire du programme commun.

## LA SÈCHERESSE A VILLERUPT : RESTRICTIONS, PV, 8 sans abri

# LA MUNICIPALITÉ EN APPELLE AU SENS CIVIQUE

Villerupt, dans le Pays Haut, a toujours eu la réputation d'être une «petite Sibérie». Balayée par le vent, paralysée par la neige, inondée par les pluies, la cité a connu toutes ces catastro-

phes naturelles... mais le soleil n'en fut jamais la cause. Cette année, on a particulièrement souffert de la chaleur. 48 degrés au soleil dimanche après-midi. Rapidement, le manque d'eau

s'est fait sentir ; les coupures d'eau se sont répétées, les restrictions ont été imposées, il n'y a que les procès verbaux qui pleuvent. Depuis quelques temps, les habitants des quartiers populaires étaient privés d'eau le soir et l'après-midi. La municipalité PCF a ensuite interdit d'arroser les jardins. Pour beaucoup, cette décision est injuste et la colère monte. Les légumes qu'on s'efforce de faire pousser après les 8 heures de boulot, crévent. Un seau d'eau pour les arroser, c'est peu mais c'est interdit ! Une vieille a eu un P.V. de 450F pour avoir gardé la dernière eau de rinçage de sa lessive pour arroser ses plantes. Un travailleur du quartier a eu 620F de PV pour avoir arrosé son jardin ! Pendant ce temps, la pelouse du stade municipal est arrosée largement ! Le conseil municipal affolé par les bruits qui couraient, a affirmé que c'était l'eau fournie par une autre municipalité, qu'elle était prise dans la rivière de la Vacherie. Ce que disent les travailleurs, c'est que cette

eau prise pour arroser la pelouse du stade municipal, qui a déjà coûté un million, pourrait bien servir à alléger les coupures d'eau. Un incident grave s'est produit dimanche après-midi à Villerupt, ce qui a renforcé la colère des travailleurs contre la municipalité. Un incendie s'était déclaré dans une maison ouvrière dans le quartier de la gare. Les pompiers n'arrivèrent qu'avec une citerne de 2000 litres à moitié pleine et privés d'eau au bout d'un certain temps, durent repartir chercher des collègues. Pendant ce temps, la maison continuait à brûler, une citerne de mazout s'enflammait réduisant en cendres une maison qui abritait deux familles. Aujourd'hui, 8 personnes sont sans abri. Est-ce que les pompiers ne pouvaient chercher de l'eau à la Vacherie, eau qui servirait à arroser le stade municipal ? Est-ce que l'eau de la piscine ne pouvait pas servir à éteindre le feu ? Pour beaucoup de travailleurs de Villerupt, la municipalité préfère assurer son

prestige même quand il est urgent d'assurer la sécurité des travailleurs. Il y a quelques temps, le district de Longwy avait proposé à Villerupt de s'intégrer dans le plan de distribution d'eau. Villerupt avait refusé sous prétexte d'indépendance. Aujourd'hui, à Longwy, il y a trop d'eau, alors qu'à Villerupt, on en manque. Pour le moment, la seule action de la municipalité a consisté à distribuer un tract faisant appel «au sens civique» des habitants pour qu'ils se restreignent sur l'eau, et en ajoutant de façon cynique : «Un risque d'incendie ne peut être exclu et ce serait une véritable catastrophe». L'incendie de dimanche en a été la preuve...

Michel Lori

« La chaleur se fait ressentir aussi dans les Pyrénées, et en déclenchant des avalanches, a provoqué la mort de plusieurs montagnards... »

## Conférence de Berlin Est des P«C» européens

Au lendemain de la réunion consultative de Varsovie en octobre 74, le parti d'URSS pensait pouvoir réunir très rapidement une conférence des partis européens «au plus tard vers la moitié 75». Cette conférence aurait dû dégager une position commune des partis «communistes» d'Europe sur «la détente, la coopération, la lutte pour la paix, la sécurité et le progrès social».

Brejnev pensait alors pouvoir se présenter à la conférence d'Helsinki sur la sécurité en Europe en position de force, avec en mains, une position commune de tous les partis révisionnistes européens sur cette question. Mais de réunion préparatoire en réunion de rédaction, les divergences se sont affirmées, et l'échéance a été reculée. La tenue de la conférence à chaque fois présentée comme imminente a été repoussée de mois en mois, après la conférence d'Helsinki puis après la tenue du congrès du P«C»US... Vingt et un mois après

Varsovie, la conférence se tiendra donc, mais sur des bases «très limitées» comme le reconnaissait lui-même Kanapa. Il n'est plus question d'adopter un programme d'action commun à tous les partis, mais seulement de dégager une position commune sur la question de la paix, de la sécurité et de la coopération.

L'URSS et l'Allemagne de l'Est qui désiraient un accord large sur leurs positions et sur un programme d'action ont dû finalement céder aux exigences des partis italien, yougoslave, roumain... qui refusaient d'être liés par un texte trop contraignant, et désiraient affirmer leur originalité par rapport au modèle soviétique et aux positions de politique extérieure de l'URSS. Le PCF qui jusqu'à fin 75 défendait des positions proches de l'URSS s'est progressivement démarqué de ces positions. Sa principale divergence porte sur la question des rapports de l'URSS avec le gouvernement français,

rapports qui ne tiennent pas compte du rapprochement de la France avec l'OTAN de son opposition à la détente. Mais dans le fond, le PCF s'est démarqué de l'URSS parce que ce modèle est trop compromettant aux yeux des masses en France, c'est ce qui explique en fin de compte qu'il soit passé dans le camp des «autonomistes», et son rapprochement avec le P«C» italien... ceci a encore retardé la tenue de la conférence et restreint le projet d'accord.

A Berlin-Est, les jeux sont déjà faits, le projet de déclaration finale est déjà élaboré avant que ne débute la réunion. Tout risque de désaccord est écarté, du moins en apparence, et l'unanimité sera d'autant plus facile que l'accord est limité.

Les contradictions qui ont entravé la convocation de la réunion, n'en restent pas moins vivaces. Elles annoncent des nouveaux remous dans le camp des partis révisionnistes.

## DRÔLE DE RUBÉOLE AU 60<sup>e</sup> RI DE LONS...

Le 27 mai, devait se tenir la journée «portes ouvertes» du 60<sup>e</sup> R.I. à Lons-le-Saunier. Quelques jours auparavant, un tract humoristique était distribué à Lons, tournant en

dérision cette journée et organisant une tombola (une tombe-hola disait le tract).

A la suite de ce tract, le bruit courait à la caserne que l'ordre serait venu de Paris

d'annuler la journée. En effet, la presse publiait un communiqué du 60<sup>e</sup> R.I. annulant la journée «portes ouvertes» en raison d'une épidémie de rubéole.

Etrange épidémie car voici les mesures qui furent prises contre le microbe de cette maladie, ...à moins que ce ne soit contre une éventuelle manifestation !

- tous les appelés sont consignés dans leurs chambres.

- à la caserne Michel, ils auront le casque lourd à portée de la main.

- des sections d'alerte sont prévues en «renfort» dans les deux casernes.

- au poste de police de la caserne Bouffez :

- 30 matraques sont à la disposition du sous-off de permanence pour les distribuer aux gardes et sentinelles et aux deux sections d'alerte.

- chaque sentinelle montant la garde dispose de la baïonnette au canon, de 15 cartouches de FSA 7,5mm, et en permanence d'un chargeur FSA de 10 cartouches.

- aucune camion ne peut sortir de la caserne ou y entrer.

- des gardes mobiles sont stationnés sur la place d'armes.

Des appelés nous disent : «Quel fossé entre le visage qu'ils voulaient montrer au travers de la journée «portes ouvertes», et celui qu'ils montrent aujourd'hui».

Nous souhaitons que vous dénonciez avec force ces mesures qui montrent le vrai visage de cette armée de guerre civile».

## Morbihan et Archèche : les feux de forêts se multiplient record de chaleur à Paris

La nuit du 27 au 28 juin a été la plus chaude depuis que la météo existe. Il a fait 23° à Paris. Brest, Bordeaux, ont battu des records de chaleur. A la faveur de la sécheresse et de la chaleur, les incendies de forêt se sont développés. Dans le Morbihan, entre Molac et Pleucadeuc, 2 500 ha de forêts ont été détruits. Une vingtaine d'incendies ont éclaté dans le Morbihan. Trente ha de la forêt de Chinon ont brûlé. En Savoie, quarante ha de forêt ont été détruits au-dessus du lac du Bourget. Les Canadair sont en nombre largement insuffisant. La forêt a brûlé près de Corbeil et dans l'Ardèche. Pendant le même temps, les restrictions d'eau potable s'aggravent. L'imprévoyance et le mépris des travailleurs de certaines municipalités, comme celle de Villerupt, n'y sont pas pour rien.

# LUTTES OUVRIÈRES

G.I.L. (NANTUA)

## Chaleur insupportable dans les ateliers LES TRAVAILLEURS ENTRENT EN LUTTE

C'est le lundi 22 juin à 17 h que les travailleurs de chez G.I.L. (Turcs, Italiens, Portugais, Français...) ont décidé la grève. Le mépris du patron face à leurs revendications n'a fait que renforcer l'unité, la détermination à vaincre. Ils se battent pour : - augmentation de salaire de 2F minimum (prime d'insalubrité incluse), - prime de panier de 15F, - augmentation de 18% dans l'année, -13% mois.

Très rapidement, la propagande se fait sur d'autres usines de la région. Des travailleurs turcs de chez Manducher à Oyonnax, où des collectes sont en cours, sont venus chez G.I.L. pour expliquer comment ils ont mené leur grève, comment ils ont gagné.

La grève s'organise dans tous les domaines de la vie : on veille à la garde, on mange, on dort, on chante, on discute dans l'usine occupée. Mais, il faut élargir le soutien financier, faire connaître la grève plus largement encore, «il faut obliger le patron à plier et il pliera».

Les premières manœuvres du patron pour briser la grève, pour diviser les travailleurs, pour couper le soutien ont volé en éclats. «Tu as vu, ils nous ont envoyé des «interprètes» turcs, qui soi-disant ne venaient pas de la part du patronat. L'un d'eux nous a dit : «Moi je suis turc ! Vous les délégués, vous ne pouvez pas comprendre les problèmes de ces travailleurs car ils s'expriment trop mal en français ! Moi, je connais la Turquie, je suis d'ailleurs de la même région que certains d'entre eux ! Moi, j'ai fait sciences-politiques, j'ai même fait une thèse sur la situation des travailleurs immigrés». Très vite, les travailleurs proposent d'expulser ces éléments vendus. Ce qui sera fait.

Les flics viendront également pour intimider, mais repartiront aussitôt devant la détermination des travailleurs.

Correspondant  
(Rédigé avec les grévistes de G.I.L.)

Dimanche 27, les militants du PCRml ont proposé la projection du film «L'heure de la libération a sonné», ce qui a été accepté avec enthousiasme.

Pendant la projection, on a pu voir dans les expressions de colère ou de joie que manifestaient les travailleurs, l'unité concrète qui unit la lutte du peuple d'Oman à leur lutte ici, dans l'usine. La haine commune face aux exploités.

Dans le débat que nous avons engagé après, ils souligneront que cette unité du peuple que reflète le film, acquise dans la lutte, renforce leur détermination, les engage à balayer tout ce qui pourrait tenter de les diviser. C'est le poing levé que tous nous saluent lorsque nous quittons l'usine.

T.E.

## Vente directe de vin à Montpellier

Samedi matin, dans un quartier populaire de Montpellier : à La Paillade, a eu lieu une vente directe de vin organisée par le MIVOC (Mouvement d'Intervention Viticole Occitan), les APF, (Association Populaire Familiale) et le CIV (Comité d'Information à la Viticulture), la vente s'est bien faite, le prix du vin était de 1,70 francs pour le 11°. Une première vente a déjà eu lieu le 22 mai. Les viticulteurs distribuaient un tract dans lequel ils exprimaient que cette vente devait être une occasion, non pas seulement d'acheter du vin moins cher, mais de faire avancer l'unité entre les différentes catégories sociales touchées par la crise.

• **LES TRAVAILLEURS DU «PARISIEN» SUR FRANCE-INTER :** Hier, à Lille, les travailleurs du Parisien Libéré ont fait irruption dans les locaux de «La Voix du Nord» (journal réactionnaire de la région du Nord) pendant qu'était réalisée l'émission 13-14 de France-Inter. Ils ont pris la parole pour rappeler leur lutte et pour exiger d'Amoury (PDG du P.L.) qu'il négocie.

• **La direction de l'entreprise Culturmotor (constructions de silos) à Mirebeau dans la Vienne, vient de faire savoir son intention de licencier 60 travailleurs sur 110 que compte l'entreprise. De plus, elle n'a pas craint d'ajouter que les 50 travailleurs restant devront faire le travail effectué auparavant. La lutte s'engage.**

# LA GREVE DES EBOUEURS DE MARSEILLE EST SUSPENDUE

Dans la nuit de dimanche à lundi, le collectif syndicat CGT, CFDT et FO a publié le communiqué suivant :

«Face à la situation agressive et explosive créée par les responsables FO complices de notre patron, et qui combattent notre grève et notre plateforme revendicative, conscients de préserver la magnifique unité née du 9 juin 1976, le collectif syndical suspend le mouvement de grève. Notre lutte continue. Le collectif ouvrera sous d'autres formes pour faire aboutir nos revendications que les moyens, les pressions et les menaces utilisées con-

tre nous n'ont pas permis de faire aboutir à ce jour».

Depuis samedi matin, une centaine de soldats avaient été mobilisés pour enlever le maximum d'ordures. Pour la municipalité, par l'intermédiaire du «Provençal» «cette grève n'aurait pas dû avoir lieu», puisque des primes de 160 et de 120 francs respectivement auraient été accordées l'avant-veille du jour de la grève. Comme tous les patrons, Gaston Deferre oublie les autres revendications : titularisation, augmentation des salaires, (en plus des primes) et la garantie de la liberté syndicale. On peut

lire dans le «Provençal» : «La détermination de l'immense majorité des travailleurs a eu finalement raison de l'entrave à la liberté du travail et le renfort apporté par l'armée, en l'occurrence cent soldats de la 71<sup>e</sup> DM (Division Militaire) stationnée à Carpiagne, a permis de venir à bout du retard accumulé pendant les quatre journées où le service a été perturbé. Le maire a décidé de demander le concours de l'armée devant les risques que faisaient courir à la santé publique, les dépôts d'ordures dans la ville».

Ceyrac, Président du

CNPF n'aurait pas dit mieux. Deferre s'est appuyé démagogiquement sur le thème des risques de «transit» comme celle de Bassens et autres ne font pas partie de Marseille, vues les défaillances permanentes des services de nettoyage ; l'insalubrité de ces cités prouve en fait que la menace de choléra ou autre maladie, bien que réelle par la chaleur actuelle est plus à

considérer comme une préoccupation proche des urnes que de la santé des travailleurs. Ceux des cités de «transit» majoritairement immigrés n'iront pas aux urnes prochainement, alors pour la municipalité leur santé compte peu. Au contraire, leur insalubrité croissante est voulue, et sera un prétexte pour les faire disparaître en leur proposant un logement trois fois plus cher ailleurs.

Lundi matin, plusieurs quartiers de Marseille n'ont pas encore été nettoyés ce qui n'empêche pas la municipalité de titrer : «Ordures ménagères : situation normale aujourd'hui».

Robert RIVIÈRE



## RATP LES TRAVAILLEURS DES ENTREPRISES DE NETTOYAGE SE REGROUPENT

Les conditions de travail dans les entreprises de nettoyage qui travaillent pour la RATP sont particulièrement désastreuses. Pour la plupart (sinon la totalité), les travailleurs de ces entreprises sont des immigrés. A la RATP, ce sont en tout six boîtes qui font le nettoyage. Les contacts entre travailleurs n'en sont pas facilités.

Compte-tenu de ces difficultés, il n'est pas facile d'organiser la lutte. Pourtant, une réunion vient de se tenir qui regroupait cent vingt travailleurs. Une plateforme revendicative a été élaborée et adoptée à l'unanimité. Nous la publions aujourd'hui :

DES OUVRIERS DU NETTOYAGE DE LA RATP DES SIX ENTREPRISES DEMANDENT :

Plate-forme adoptée à l'unanimité par la réunion du 19 à laquelle assistaient cent vingt personnes.

1- Six jours de travail et deux jours de repos consécutifs comme les travailleurs de la RATP, sans diminution de salaire - 2- Salaire minimum égal à 2 300 francs - 3- Une mensualisation effective pour tous - 4- Un treizième mois complet

5- Paiement à 100 % des dimanches (dès le premier dimanche du mois) et jours de fête travaillés payés en heures supplémentaires.

6- Paiement des primes : d'ancienneté, de poussière, de transport à 23 francs, de panier.

7- Adhésion à la CNRO pour avoir droit au remboursement intégral du salaire pendant la maladie (50 % du salaire payé par la Sécurité Sociale, le reste par la CNRO). Inscription qui impose une cotisation de la part du patron et des travailleurs.

8- La Convention Collective prévoit quatre jours de congés supplémentaires par an aux travailleurs du nettoyage, nous demandons l'application de cette clause pour 75 et 76. Nous demandons qu'ils soient pris à la convenance des travailleurs.

9- Nous demandons des vêtements correspondant à nos besoins (deux blouses

par an, des chaussures, des gants).

10- Nous demandons du matériel non dangereux : échelles réglementaires, des chiffons secs pour nettoyer le système d'éclairage.

11- Nous demandons la suppression de l'acide.

12- Des vestiaires pour se changer autres que le local où l'on range le matériel de nettoyage. L'aménagement d'un endroit réglementaire pour chauffer nos gamelles et prendre nos repas. Dans chaque station, une boîte à pharmacie pour les premiers soins.

13- Le droit de prendre deux mois de congés payés si ceux-ci n'ont pas été pris l'année précédente.

14- Nous demandons des délais de route pour nous permettre de faire le voyage aller/retour au pays.

Ces revendications sont celles des travailleurs du nettoyage de la RATP, venez en discuter quelle que soit votre entreprise 1-2-3-4-5-6. Toutes ces revendications vous concernent et vous en avez peut-être d'autres.

## en bref...

• **RENAULT-OUTILLAGES NANTES :** Les travailleurs sont en grève depuis une semaine contre les nouvelles classifications, pour des augmentations de salaire, la réduction du temps de travail et l'octroi d'une prime d'ancienneté.

• **PORT DE DUNKERQUE :** Les éclusiers et grutiers du port de Dunkerque sont en grève pour l'augmentation des salaires et de meilleures conditions de travail.

• **Les travailleuses de CIP en arrivent à leur première année de lutte contre la fermeture de leur usine. Elles ont décidé d'organiser samedi, une journée «portes ouvertes». Soyons y nombreux à les soutenir !**

• **Les travailleurs de l'entreprise de filature Saint Sever, à Rouen, viennent de mener cinq semaines de lutte dont quatre avec occupation. Ils ont fait reculer le patron en lui arrachant 250F d'augmentation pour tous.**

# LUTTES OUVRIÈRES

## LYON : MANIFESTATION DE SOUTIEN A CALUIRE-LÉGUMES



Vendredi soir, à Caluire, 300 travailleurs sont venus manifester en solidarité avec les 9 ouvriers agricoles de Caluire-Légumes en grève depuis plus d'un mois. Partie du centre de Caluire, la manifestation est remontée jusqu'à la boîte, aux cris de «Thiébon, Charbotel patrons fascistes, police complice». Ce ne fut pas du goût de tout le monde car la police a tenté (en vain) d'arrêter la manifestation.

La veille, une première

négociation avait eu lieu avec, d'un côté les patrons et la FDSEA qui les soutient et de l'autre les travailleurs et la CFDT. Les miettes que proposaient Thiébon et Charbotel (0,50 F d'augmentation et pause casse-croûte non payée) ont été refusées par les travailleurs.

La collaboration active des patrons et de la police continue pour tenter de briser la solidarité qui se tisse autour des grévistes : plusieurs travailleurs venus sou-

tenir les grévistes au piquet de grève ont reçu des convocations au commissariat pour «atteintes à la liberté du travail». Le patron, par ailleurs, se permet d'embaucher des jaunes pour briser la grève sans que l'inspecteur du travail, prévenu du fait, ne trouve rien à redire. C'est, paraît-il, légal !

Il est plus que jamais nécessaire de continuer la popularisation de la grève.

Corresp. Lyon

## DEUX TUÉS A LA CENTRALE SIDÉRURGIQUE DE RICHEMONT

(PRÈS DE THIONVILLE)

Deux nouveaux crimes du capital dans une région (sidérurgie, mines de fer et de charbon), où le nombre de morts est chaque année de plus en plus grand. Cette fois-ci, c'est un jeune marié de 22 ans, Alain Moser et un travailleur immigré de 37 ans, marié et père d'une petite-fille, Djillali Benameur, qui ont été mortellement brûlés suite à l'explosion d'une cuve vendredi soir à la centrale électrique de Richemont.

Le «Républicain Lorrain», journal aux ordres du patronat a une réputation bien assise chez les travailleurs de la région, et encore une fois n'a fait que la confirmer. Dans son article, il parle de «deux brûlés graves trouvés sans connaissance, inanimés», alors qu'un des

ouvriers a été tué sur le coup. Il écrit encore : «Au moment de l'explosion, qui s'est produite à 35 mètres de hauteur, au-dessus des chaudières, les deux ouvriers étaient occupés à proximité à des travaux divers». Devant tant de cynisme, la colère des travailleurs de la cen-

trale que nous avons rencontrés éclate :

«Les deux gars, ils étaient dans la citerne. Le «Répu» ment ! Il faut que vous disiez la vérité». Le «Républicain» parle pudiquement de travaux divers. «C'est scandaleux ! Les deux gars étaient peints d'une entreprise. Ils travaillaient là-dedans sans la moindre aération, pas la moindre ventilation. Juste une petite ouverture en haut de la cuve. Avec la chaleur actuelle, et de plus, les chaudières étaient en marche ; les gars, ils repeignaient l'intérieur avec un produit spécial, une sorte d'isolant... Vous savez les gaz que cela dégage ! Alors, gaz, manque d'air, chaleur, une explosion avec tout cela, il n'y a rien d'étonnant».

A la télé régionale, quelques phrases, on parle d'une enquête. Mais, les travailleurs de la centrale que les flics et les huisiers ont chassés des lieux de l'accident, savent ce que valent ces enquêtes. Ils veulent que toute la vérité soit faite sur ces deux nouveaux crimes.

Correspondant Thionville

Ce sont les sociétés sidérurgiques du bassin mosellan qui en 1950 ont créé la centrale de Richemont. Ces sociétés regroupent ainsi leurs excédents de gaz de haut-fourneaux pour en retirer de l'énergie électrique. Dernièrement, voilà ce que l'on pouvait lire dans la revue patronale «Flash-magazine» à propos de cette centrale : «La crise de l'énergie souligne encore aujourd'hui l'importance de son rôle de producteur spécialisé, associé aux usines sidérurgiques voisines, c'est-à-dire, servir ses clients aux conditions économiques les meilleures... A son échelon, elle contribue donc à rendre plus compétitive sur le plan national et international la production sidérurgique du Nord de la Lorraine». Cette politique est synonyme d'intensification du travail, de menaces de licenciements, politique qui se solde aujourd'hui par la mort de deux travailleurs.

## CFDT : LE BUREAU NATIONAL ATTAQUE LA COORDINATION DES LUTTES

Syndicalisme-Hebdo, le périodique de la CFDT, publie des extraits d'une note du secteur confédéral «Action revendicative» concernant la coordination des luttes mises en place à Besançon le 6 juin dernier. Le Bureau National de la CFDT a «évoqué» ce problème lors de sa dernière réunion et a bien sûr appuyé fermement les déclarations du secteur «Action revendicative».

C'est en termes très violents que la coordination de Besançon est attaquée par la direction confédérale de la CFDT. Elle n'hésite pas à parler de «manipulation visant à utiliser le potentiel de la CFDT pour le compte de partis politiques». Pour Maire et son équipe, l'action ainsi entreprise ne vise qu'un but : «utiliser la lutte des travailleurs, en se moquant complètement du résultat de celle-ci, pour essayer de se présenter comme les meilleurs défenseurs de la classe ouvrière». Cette attaque se double d'une remise en cause des structures démocratiques qui apparaissent dans les luttes pour faire participer largement les travailleurs à la direction de celles-ci. On peut lire dans «Syndicalisme-Hebdo» : «Il s'agit d'une initiative venant de militants politiques... qui tentent de reproduire au niveau national la situation créée dans les entreprises lorsqu'ils parviennent à constituer des co-

mités de grève contre les organisations syndicales...». Cette aversion de la direction confédérale pour les comités de grève n'est pas nouvelle. Au congrès de Nantes, les réformistes avaient réussi à faire passer un texte pour condamner ces structures démocratiques déjà qualifiées d'anti-syndicales. Mais on oublie un peu vite à la confédération que la plupart du temps, là où de telles structures ont été mises en place, elles ont permis une avancée importante de la conscience des travailleurs et dans de nombreux cas, ont été un élément déterminant de la victoire revendicative.

### UNE ASPIRATION DES TRAVAILLEURS

La direction confédérale voudrait faire croire que les coordinations qui se sont multipliées dernièrement ne sont le fait que de «manipulateurs politiques». C'est un mensonge

éhonté. Pas une lutte dans la dernière période où les travailleurs n'aient manifesté le désir de se rencontrer avec d'autres ouvriers en lutte comme eux. C'est particulièrement vrai pour les luttes sur l'emploi qui durent parfois depuis un an ou plus et où les ouvriers recherchent des perspectives nouvelles, mais c'est vrai aussi pour les luttes contre la répression. Les initiatives sont nombreuses : coordination de Besançon, rencontre chez Dreyfus à Barbières près de Valence, 1<sup>er</sup> mai à Réhault et à Griffet, meetings contre la répression à l'initiative de la section CGT des «Câbles de Lyon» et du comité de soutien des 23 de Bourgogne Electronique...

D'autres initiatives sont prévues : la section CFDT de la SEP de Bordeaux organise un gala mercredi, les «Réos» une rencontre de deux jours les 2 et 3 juillet... Très souvent, ces rencontres regroupent des travailleurs de toutes branches et reçoivent parfois le soutien de fédérations syndicales (HA.CUI.TEX.).

C'est un puissant mouvement qui se fait jour. Assurément, ces rencontres, ces coordinations vont se multiplier, s'élar-

gir. C'est un besoin que ressentent très fortement les travailleurs. Rien à voir avec les mensonges du Bureau National de la CFDT qui prétend que ce mouvement est le fait de quelques militants politiques poursuivant des buts innavoués.

### LES INQUIÉTUDES DU BUREAU NATIONAL

«Cette situation nous inquiète» indique la direction confédérale. On le comprend aisément. Le projet de M.Maire n'est certes pas le même. Jusqu'à présent, la direction CFDT avait réussi à camoufler son soutien actif au programme commun derrière une soi-disante «indépendance syndicale». Le développement de ces coordinations des luttes est aussi l'indice que les travailleurs ne veulent pas attendre les élections de 78 pour engager la lutte, que dès maintenant, ils entendent faire payer la crise à la bourgeoisie, en recherchent les moyens et cela en dehors des tenants du programme commun. C'est bien cela qui inquiète la direction confédérale CFDT. C'est bien pour cela qu'elle s'attaque avec tant de hargne à cette rencontre de Besançon.

Gérard PRIVAT

## MARSEILLE : ACTION POUR LES TRANSPORTS GRATUITS

Samedi 26, cent cinquante personnes se sont rassemblées au départ de bus de Bir-Hakeim à l'appel de plusieurs comités de chômeurs, du comité de lutte contre le chômage quartier nord, et de diverses organisations. La manifestation était la première à Marseille effectuée pour la revendication des transports gratuits pour les chômeurs. Pendant plus d'une heure ont été distribués des tracts expliquant leurs revendications et cette journée d'action, ainsi que des tickets de bus symboliques marqués : «Transports gratuits

pour les chômeurs, solidarité». Un bus a été occupé pendant une heure, la direction de la RATVM (Transports en commun de Marseille) refusant de le faire partir s'il y avait des manifestants dedans, obligeant les voyageurs à attendre et à prendre un autre bus. C'est là une première action pour cette revendication, qui nécessitera encore des explications pour réaliser autour, l'unité avec les travailleurs actifs, l'unité avec les travailleurs des transports, afin de faire céder la RATVM (lié à la municipalité PS).

Correspondant Thionville

## CRESSANGES : ÉBOULEMENT A LA MINE «FERDINAND»

### Un mineur tué

Samedi matin, Gabriel Fouquet, 49 ans, père de cinq enfants, occupé à des travaux de défilage est mort enseveli sous plusieurs tonnes de minerai.

Par cette méthode d'exploitation, les patrons cherchent à amenuiser au maximum les piliers de maintien tout en limitant le soutènement... Alors, comment ne pas parler d'un nouveau crime du capital.

● LE PROGRÈS-DAUPHINÉ LIBÉRÉ : Les clavistes de ces journaux sont en grève depuis vendredi. Ils réclament une augmentation de salaire.

● SEPROSY (Ain) : Les travailleurs de Seprosy (filiale de BSN) sont en lutte pour l'application de la convention collective.

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

Déraillement du train  
Amsterdam - Paris

## 11 morts, 29 blessés, près de Soignies en Belgique

Dimanche - 13 h 38 -  
A l'entrée de la gare de Neufville, près de Soignies dans le Hainaut, l'express Amsterdam - Bruxelles - Paris déraile. On retire des débris, onze morts et 29 blessés.

Passée la gare de Soignies, le mécanicien lance le convoi de 12 wagons à pleine vitesse. A 130 km à l'heure, la locomotive franchit un aiguillage. Les huit premiers wagons passent normalement. Mais le neuvième wagon quitte la voie, part dans une glissade de 300 mètres en arrachant sur son passage les poteaux et les caténaires. C'est de ce wagon que les sauveteurs retireront les morts. Les 29 blessés se trouvent dans les trois derniers wagons qui se sont couchés sur les rails. Le Trans-Europe-Express qui avait quitté Paris-Est à 12 h 40 a pu être stoppé juste à temps à quelques centaines de mètres de l'accident. Les catastrophes ferroviaires se sont multipliées ces dernières années en Belgique. 16 morts en 69 à La Louvière, 16 morts en 74 à Ponts à Celles, 71 blessés à Mons en 75, 71 fois-ci, l'aiguillage gauche, une des deux barres d'acier de 9 mètres, aurait «joué» de 93 mm sous l'effet de la chaleur. Normalement, la dilatation des rails est compensée par l'espacement prévu

## LE TORTIONNAIRE DE L'ESPELIDOU ÉCROUÉ

Le père Fabre, aumonier militaire, ancien d'Indochine a finalement été incarcéré. Il était inculpé depuis le 6 mars dernier d'homicide involontaire pour la mort de la petite Isabelle Le Menach dans l'établissement pour enfants débilés qu'il dirigeait près de Montpellier : l'Espelidou. Isabelle avait été attachée à un anneau fixé au mur et laissée ainsi plusieurs heures sans surveillance. Elle subissait régulièrement des sévices ainsi que d'autres enfants de l'établissement, le père Fabre appliquant aux enfants les méthodes du corps expéditionnaire français en Indochine. Plusieurs fois, des membres du personnel s'étaient plaints de cet état de fait, ils avaient été licenciés et remplacés par du personnel non qualifié.

Récemment, les parents d'Isabelle avaient envoyé une lettre au Président de la République pour demander que le tortionnaire de leur fille dont ils décrivaient les sévices, soit châtié.

« Le fils de l'employé de banque assassiné par la brigade criminelle (ce qu'on appelle une bavure), a décidé de déposer une plainte. Il a choisi M<sup>e</sup> Jacob pour défenseur.

lors de la pose et par les attaches qui relient les rails aux traverses et au ballast. Le bon état des joints doit être contrôlé régulièrement, surtout en période de grandes chaleurs. La diminution des effectifs dans les Chemins de Fer fait que ces contrôles ne peuvent être faits comme il le faudrait. Cinq accidents graves en 7 ans dans la région de Mons. 32 morts et 71 blessés. Ce bilan dramatique, dont l'importance même montre qu'il ne peut être le fruit du hasard, ne dérange pas pour autant la presse bourgeoise dans son cynisme : « France Soir » conclut son article par cette réflexion d'un ingénieur des chemins de fer belges, réflexion dont on peut apprécier tout le sérieux scientifique : « C'est en trois ans le quatrième accident de ce genre dans la région. A croire que l'on nous a jeté un sort ! »...

## PAS DE CENTRALE NUCLÉAIRE A CRUAS (Ardèche) !

Dimanche 27, s'est tenu devant la mairie de Cruas, un meeting contre le projet d'implantation d'une centrale nucléaire géante, quatre tours de refroidissement de 160 m de haut. Ce projet est soutenu par la mairie PCF, alléchée par les promesses du pouvoir : patentes, promesses d'emplois, etc... Au cours des débats animés par un certain nombre de personnalités scientifiques, ont été mis en cause les risques vitaux que fait courir à la population un tel projet : morts par irradiation, leucémies, etc...

Un certain nombre de problèmes en effet, ne sont pas résolus. Problèmes liés aux accidents, au transport, à la pollution, et à l'accumulation des déchets.

Les dangers que représentent l'échauffement des eaux du Rhône, les modifications du climat, transformation des conditions

de l'agriculture ont été évoqués. Dans la discussion, un militant du PCF s'est présenté « en son nom personnel » mais « en accord avec la ligne politique de son parti », pour condamner le projet, moins sur les points dégagés ci-dessus que sur le fait, pour lui principal, que « le programme actuel fait appel à la filière américaine et n'a pas le mérite d'être national ». Ce à quoi un chercheur a répondu que c'était la finalité capitaliste qui est à dénoncer et que le programme commun n'offre sur ce point aucune réponse satisfaisante. Malgré son enfilade de citations de Lerooy, etc... dénonçant le programme nucléaire, il a eu du mal à expliquer la position du maire PCF de Cruas et conseiller général de Rochemaure. A la question « est-il communiste ? », il a répondu « c'est à lui qu'il faut le demander ! »

Correspondant

## CATTENOM : 2 000 PERSONNES MANIFESTENT LEUR OPPOSITION A L'IMPLANTATION D'UNE CENTRALE NUCLÉAIRE

Dimanche après-midi, la manifestation a commencé par un tour des rues, et des villages avoisinants, en voitures, en tracteurs, en vélomoteurs, ... Jamais dans un coin aussi paisible, on n'avait vu une telle file motorisée. Les flics avaient bien du mal à relever tant de numéros. Puis un meeting s'est tenu à Cattenom même. La parole a été donnée aux élus. Ce sont ceux du PC et du PS qui en ont profité pour débâler leur camelote électorale. Celui du PS a affirmé « nous avons été les premiers à avoir une position claire » et d'enchaîner « grâce à l'action de nos élus ». Il a été fraîchement accueilli tandis que le révisionniste a été carrément hué. Ce fut de loin l'intervention la plus courte. A Cattenom, les balivernes sur « l'intérêt national » ont dû mal passer. De nouvelles actions sont prévues pour le 14 juillet.

Corr. Thionville

« ERIC TABARLY TOUJOURS INTROUVABLE : On commence sérieusement à s'inquiéter à Newport, où Pen Duick VI n'est toujours pas arrivé. Cela fait plus d'une semaine, qu'en se fiant à une observation des costs guards US, on attend son arrivée. La région

de Terre Neuve, par ses brouillards et son important trafic de cargos alimente les inquiétudes, au point que la Marine Nationale a décidé d'envoyer un Breguet Atlantic entamer des recherches.

On est sans nouvelles de 49 autres rescapés de la course.

## Les dangers du fluor

De petits villages au-dessus de Saint Jean de Maurienne, des maisons serrées autour de rues étroites, au pied de la forêt de résineux dont un grand nombre sont morts. Ici, vivent les ouvriers des usines de la Praz, de la Sossaz, de Saint Jean, en majorité ouvriers de PUK qui fabriquent de l'aluminium. Plusieurs d'entre eux nous attendaient chez eux. Le Comité anti-pollution de Maurienne leur avait déjà présenté le questionnaire médical sur le fluor préparé par le CLISACT. Monsieur V... ouvrier à PUK, cuviste depuis trente ans, nous fait entrer dans sa maison, nous présente sa femme et ses enfants. L'accueil est d'emblée sympathique, ouvert, souriant. Les langues se délient pour parler des conditions de travail.

« Je suis le plus pollué de toute l'usine, c'est dans mes urines qu'ils ont trouvé le taux de fluor le plus important ! »

« On mange dans la pousière de l'atelier, car il n'y a pas de cantine. Nous n'avons pas d'eau chaude pour la douche qui est inutilisable. La chaleur atteint parfois 40°, et pour seule boisson, nous avons des appareils à sirop. C'est dégueulasse ! »

Le questionnaire était déjà rempli, on le reprend pour le compléter, apporter des détails, le comparer avec celui d'autres ouvriers.

« MES 23 DENTS SONT  
TOMBÉES INTACTES »

La femme de M.V... raconte : « Il ne pouvait plus mâcher car ses molaires étaient devenues lisses et glissantes comme une patinoire. Regardez, nous les avons gardées : 23 dents tombées intactes. »

« Je ne suis pas le seul, tous mes camarades de travail voient leurs dents tomber. Le dentiste qui a remarqué la même chose chez des jeunes de 25 ans, dit que le fluor est responsable. »

## ETUDE DES RADIOS

Puis on sort les radios, les crayons et le papier. Les forestiers qui accompagnent les médecins refont, pour expliquer les signes de fluorose, les dessins médicaux faits il y a un mois, lors d'une première réunion. M. V... apprend à son tour : « Je pourrais expliquer aux autres et répondre aux médecins. C'est pas difficile de voir le blanc et le noir sur une radio. »

Chaque radio est étudiée, et discutée pour rechercher les signes d'atteinte, les comparer aux douleurs. Les douleurs dans le bras s'expliquent puisque les vertèbres cervicales sont usées et tassées ce qui est anormal chez cet ouvrier (atteint depuis l'âge de 36 ans). Tous sont attentifs, écoutent, questionnent, et participent activement à l'enquête, l'enrichissent.

## LES DISCUSSIONS FAMILIALES

« On ne sait plus où s'asseoir pour prendre l'air, tout autour de la maison, on a les yeux qui piquent à cause de la fumée », c'est la grande fille qui parle, propose de discuter avec ses camarades de classe

## Maurienne, vallée de la lutte

### DES MÉDECINS AU SERVICE DES OUVRIERS DE PÉCHINEY



Des dents qu'a perdues un ouvrier de PUK. Elles sont saines, mais sont tombées sous l'effet du fluor qui a déformé la machoire...

et d'organiser une réunion pour voir comment on peut aider à la lutte, participer à l'enquête.

La discussion vient d'elle-même sur la responsabilité de P.U.K.

« Ils ne veulent pas reconnaître nos maladies et nous disent que nos douleurs sont des rhumatismes héréditaires. Mon père qui a fait 30 ans de cuve, avait les mêmes douleurs, il est mort à 60 ans. C'est bien P.U.K. le responsable ! »

« Même s'ils acceptent de nous changer de poste, il faut voir à quel salaire on arrive ! »

En étudiant une feuille de paye, c'est évident que le travail à P.U.K. est basé sur la rentabilité, puisqu'il ne reste que les deux tiers de la paye, et encore, lorsqu'on est déplacé des cuves. « Avec

moins de 2000F, comment nourrir cinq enfants ? »

## LA CONTRE-EXPERTISE MÉDICALE

Un des médecins prend la tension, ausculte et examine

M.V... Les résultats sont discutés et expliqués.

Autour d'un café, la promesse s'échangeait de continuer le travail en attendant de se revoir.

(à suivre)

Corr. CLISACT

## UN QUESTIONNAIRE MÉDICAL POUR LUTTER

Au cours de la création du comité national de lutte contre PUK, le CLISACT s'était engagé à rédiger un questionnaire destiné à recenser auprès des ouvriers les maladies qui les atteignent, leurs conditions de vie et de travail. Ce questionnaire réalisé d'après les connaissances livresques sur le fluor et sur les résultats des premières contre-expertises médicales faites en Ariège a été envoyé à tous les comités anti-PUK, aux sections syndicales des usines.

Les ouvriers de la Maurienne ont commencé à le remplir, à l'enrichir par leurs témoignages et des visites médicales ont pu être réalisées dans la vallée par le CLISACT. Ce questionnaire comprend des questions telles que : « Avez-vous des brûlures d'estomac ? », « depuis quand ? », « êtes-vous gênés pour respirer lorsque vous marchez longtemps ? ».

## Portugal

### QUE VA FAIRE EANES CONTRE LE PEUPLE ?

suite de la une

Dans une conférence de presse qu'il donnait dans la nuit de dimanche, Otelo affirmait : « Il y avait un grand espoir dans mon élection. La lutte va continuer. Les groupes dynamisateurs d'unité populaire vont devenir une puissante organisation, capable de faire l'unité du peuple travailleur de se structurer pour donner une direction politique correcte sur la base de l'unité populaire. Il concluait : « Avec lutte, unité et organisation, la classe ouvrière pourra vaincre ».

Mais ce projet flou, ambigu, de construction d'une force politique par le regroupement de bonnes volontés issues de comités de soutien électoraux peut-il donner au peuple portugais cette alternative claire, cette nette démarcation du révisionnisme qui a toujours manqué aux révolutionnaires depuis deux ans ?

Alors que le MRPP s'est complètement déjugé et coupé des masses révolutionnaires, en soutenant la candidature d'Eanes, les organisations révolutionnaires n'ont pas su tracer de claire ligne de démarcation avec le PCP, ni affirmer clairement la perspective stratégique de la révolution.

#### QUELS PROJETS BOURGEOIS ?

Maintenant que son candidat préféré est élu, de nouveau se pose pour la bourgeoisie la question de savoir qui va gouverner : une chose est cer-



taine, Eanes le déclarait, Mario Soares va être premier ministre. Et le PS, prétend toujours gouverner seul. Dans une interview récente, Eanes laissait entendre que : « Cette décision du Parti Socialiste a été prise dans une situation et une période déterminée et que depuis la situation a changé ». Costa Gomez, actuel président de la République, conseille un « gouvernement d'union nationale

pour résoudre la grave, crise économique que le pays traverse ». Mais il est encore moins question qu'avant pour la bourgeoisie d'appeler le PCP au gouvernement. Les journaux de droite du matin titraient : « Fini le mythe de la majorité de gauche. Un

gouvernement PS seul, qui pourrait compter sur un appui voilé du PCP avec une certaine base ouvrière « socialiste » pourrait survivre, obtenir une trêve pour appliquer une politique social-démocrate.

#### DÉCLARATION DE PATO APRÈS LES ÉLECTIONS

« C'est une défaite de la droite qui a perdu plus d'un million de voix. Les dirigeants du PS doivent en faire le bilan et comprendre que leur base ne veut pas d'alliance à droite. Si on ajoute les voix que j'ai obtenues à celles d'Otelo, on voit qu'il y a une augmentation des voix de la gauche. En effet, il faut faire une différence entre le major Otelo et les groupes qui le soutiennent, qui servent la droite. Sa candidature a pris des voix du parti qui reviendront au parti. Ce n'est pas le parti qui va faire son auto-critique, mais les masses populaires qui vont faire la leur ».

### L'Humanité et les élections portugaises : « LES LUMIÈRES DE PATO »

Dans son commentaire sur les élections au Portugal, l'Humanité déplore avant tout que ce soit un général, Eanes, qui soit président de la République. Il n'y a pas si longtemps, c'était pourtant un général, Gonçalves qui était le poulain du PCP ! Passons sur les plaisanteries de mauvais goût sur le « nau-

frage » d'Azevedo ; ensuite Otelo de Carvalho est accusé de n'avoir rien compris : (c'est sans doute pour cela qu'il a 16 % des voix) ; de « se prendre pour Fidel Castro (au moins, il n'en a pas les tares !) L'important succès de masse de sa campagne est passé sous silence.

Mais c'est Octavio Pato,

candidat du PCP qui déchaîne le lyrisme du plumitif révisionniste : « Sorti de la nuit du fascisme pour que le soleil brille un jour sur ce merveilleux pays ». On oublie de dire que la lumière a baissé de 15 % à 8 % en deux mois !

## AIRBUS : INTOXICATION SIONISTE

suite de la une

Cela n'a pas empêché la presse et la radio de qualifier les « pirates de l'air » de fedayins ou, de Palestiniens. Dimanche soir, la radio israélienne, reprise en chœur par la presse et la radio françaises, affirmait que l'action était revendiquée par une organisation inconnue, le « Front populaire radical de libération de la Palestine ». Cette information serait venue de Koweït. Par ailleurs, on annonçait qu'elle était revendiquée par le FPLP à Damas : ce qui est tout de même un peu gros, puisque le FPLP est interdit en Syrie.

Lundi matin, Europe 1 expliquait tout : « Ce sont les Arabes extrémistes (les Libyens) qui détournent un avion pour mettre les Syriens en difficulté ; ce sont les pays arabes qui s'opposent par fedayins interposés, etc ». En même temps, on nous disait que les membres de ce commando devaient être sud-américains ou japonais. Une heure plus tard, on parlait de l'inévitable Carlos. Dans le cours de la journée, on finissait tout de même par savoir qu'Ali Yassine, directeur du bureau de l'OLP à Koweït condamnait ce détournement, le considérant comme suspect et que le bureau du FPLP de Beyrouth démentait toute participation à cette action.

La presse israélienne de l'après-midi revenait à la charge, prétendant que « Yasser Arafat est le chef de tous les Palestiniens », donc que l'OLP est impliquée dans ce détournement.

A Paris, Ezzedine Kalak, représentant de l'OLP a déclaré que ce détournement « a pour objectif de porter atteinte aux relations entre la France et l'OLP ».

### AUTOUR DE LA CONFÉRENCE DE PORTO-RICO Grèves et manifestations pour l'indépendance de l'île

Appelée par le président américain Ford, la conférence de Porto-Rico a regroupé six autres chefs d'Etat de pays impérialistes : la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie, le Japon et le Canada. Cette conférence s'est terminée hier soir sans aucun résultat. Les chefs d'Etat impérialistes se sont réunis pour discuter de l'inflation, de la reprise et des relations avec les pays du Tiers-Monde.

Par cette conférence, l'impérialisme américain tente de ressouder les rangs autour de sa politique. Elle intervient

après la conférence de Nairobi où les Etats-Unis se sont retrouvés seuls avec l'Allemagne fédérale, la France ayant eu une position intermédiaire entre les Etats-Unis et les pays du Tiers-Monde.

Si un accord de principe a pu se réaliser sur la lutte contre l'inflation, rien de précis n'a pu être décidé sur les formes de lutte. L'insuccès du sommet de Porto-Rico est le signe que les dissensions qui ont atteint un point culminant à Nairobi, ne sont pas levées, et que la cohésion du monde impérialiste n'a pas encore pu être rétablie face à

l'unité du Tiers-Monde. C'est dans une île en état de siège que s'est ouvert le sommet des pays impérialistes. Au moment où les sept chefs d'Etat impérialistes se réunissaient à Porto-Rico, la population de l'île manifestait pour son indépendance. Un important dispositif de sécurité a été mis en place pour protéger les chefs d'Etat.

Des centaines de manifestants ont défilé dans les rues de Porto-Rico, avec des banderoles rouges. Des grèves ont été prévues chez les taxis et les employés de téléphone.

● ITALIE : LES PROPOSITIONS D'AGNELLI : Le PDG de Fiat « Giovanni Agnelli » veut mettre en place un plan d'urgence, dont il qualifie lui-même le contenu : « Une politique de sacrifices et d'austérité ». D'après lui : « Cela devra être discuté avec l'opposition, c'est-à-dire avec le PCI... Sans le PCI, ce plan ne serait pas crédible... »

On peut ainsi voir la confiance que peut avoir un des plus grands patrons dans le PCI, pour préserver ses intérêts face à la crise.

● ARABIE SAOUDITE : Le ministre saoudien de la défense se trouve également à Paris, à l'invitation de Bourges. Il doit visiter des usines de chars AMX, d'hélicoptères et de Mirage, ainsi que d'autres armements que l'Arabie Saoudite achète pour elle-même et finance pour le Yémen du Nord et le Maroc.

### Vote de la Charte Nationale en Algérie

La « Charte Nationale » élaborée par le gouvernement algérien a été approuvée dimanche par une majorité de l'ordre de 80 %. Cette charte avait été l'occasion de nombreux débats où des positions contre la bureaucratie et la corruption s'étaient largement exprimées. A Alger et dans les grandes villes, la proportion des « non » et des abstentions a été relativement plus importante que la moyenne. Au contraire la proportion des oui est de 90 % et plus dans les zones rurales.

### La question de Djibouti à l'O.U.A.

Au conseil des ministres de l'Organisation de l'Unité Africaine, l'impérialisme français n'est pas à la fête. Sa complicité avec le régime raciste d'Afrique du Sud a été largement dénoncée. Dimanche, c'est la question de Djibouti qui a été évoquée. Ali Aref, ancien fantoche du colonialisme, s'est plaint d'être lâché. Ahmed Dini, porte-parole de la LPAI a affirmé qu'il fallait être vigilant par rapport à l'accord passé avec le gouvernement français le 8 juin et à l'application de la loi sur la nationalité et le droit de vote.

### Nord Yémen : des armes françaises

Le chef d'état-major du Yémen est venu en France pour visiter les usines d'armement, à l'invitation de l'état-major français. D'importants achats d'armes sont prévus. « L'Union Soviétique qui équipait nos forces armées ne nous a pas envoyé les pièces détachées et a refusé de nous approvisionner en engins sophistiqués, voire en armes modernes. C'est pour cette raison et pour d'autres que nous avons décidé de ne plus acheter d'armes soviétiques ». Il était question que ce soit des armes américaines qu'achète le Yémen. La décision du Yémen a été causée par les pressions de l'Arabie Saoudite : c'est elle qui prête les fonds nécessaires à condition que ce ne soit pas des armes soviétiques.

### Thaïlande : l'armée thaïlandaise envoie des renforts au nord

Des renforts très importants de forces de police ont été envoyés dans la région du Khao Kor, rapportent les journaux du Nord de la Thaïlande. Deux cents soldats gouvernementaux sont encerclés rapportent-ils. Depuis le début du mois, une bataille ininterrompue se déroule dans la région. L'aviation thaïlandaise engagée a perdu au moins un F5. Depuis le 25 juin, la bataille a gagné en violence. A cette date, quatre bataillons des Forces spéciales étaient déjà arrivés en hélicoptère. C'est la plus forte résistance que nous ayons jamais rencontrée déclarait le chef de l'armée Boochai Bamrunpong qui vient d'effectuer une mission de contrôle dans la région.

# INTERNATIONAL

## POLOGNE

### Recul et manœuvres de la bourgeoisie polonaise

Malgré la censure des informations, il semble que les manifestations contre les hausses de prix aient eu une assez grande ampleur. Après Ursus, où les ouvriers de l'usine de tracteurs avaient bloqué le trafic ferroviaire et où les flics étaient intervenus, on apprend qu'un soulèvement a eu lieu à Radom, à une centaine de kilomètres de Varsovie : les manifestants ont investi et incendié le siège du parti révisionniste. La police est intervenue avec des gaz lacrymogènes. Dimanche, la ville était quadrillée par des patrouilles de police casquées. Des meetings contre les hausses et la politique gouvernementale ont eu lieu dans les chantiers navals de la Baltique, là où avait eu lieu la révolte de 1970.

Les hausses ont été suspendues : s'agit-il d'une victoire ? Dans l'immédiat, certainement, et c'est une preuve de la faiblesse du gouvernement de la nouvelle bourgeoisie. Mais elles ne sont que suspendues, et maintenant Gierek va tout faire pour faire accepter des mesures qui n'avaient pas été « bien préparées » politiquement. Ce n'est que partie remise. Il utilise les méthodes démagogiques qui lui avaient permis de tromper les masses après 1970. Tout un programme de dialogue et de consultations avec les ouvriers pour leur demander à quelle sauce ils préfèrent être mangés, sans doute s'ils veulent qu'on augmente d'abord tel produit plutôt que tel autre : car Jaroszewicz l'a bien dit, et « L'Humanité » le répétait hier, ces hausses sont « inévitables » (dans la logique capitaliste du régime). En même temps, c'est tout l'appareil du parti révisionniste, débordé et violemment pris à partie par les travailleurs qui manifestaient, qui va se mettre en marche, qui déjà organise

des meetings, dans les usines pour rétablir l'« unité autour du parti » et de Gierek, créer un consensus pour accepter les hausses de prix. Les révisionnistes polonais osent même dénoncer les travailleurs en colère comme des voyous qui s'attaquent à la « propriété socialiste » ! Quelle impudence de faire appel aux sentiments de classe des travailleurs pour défendre un régime qui développe la libre entreprise et accueille à bras ouverts les investissements des impérialistes ! On croirait entendre Deferre quand il dénonce les éboueurs comme irresponsables, ou le PCF quand il attaque les travailleurs en lutte. Mais la nouvelle bourgeoisie polonaise ne parviendra pas à faire passer les ouvriers en lutte pour des « hooligans », c'est elle-même et le social-impérialisme qu'elle sert qui seront démasqués.

\* Voyous. Terme utilisé par les révisionnistes polonais pour désigner les manifestants de 1970.

## TEMOIGNAGE SUR LA VIE DES TRAVAILLEURS POLONAIS

Un camarade d'origine polonaise, qui est allé récemment en Pologne, nous communique ces informations.

Voici quelques renseignements sur les conditions de vie et de travail des ouvriers, qui montrent bien que c'est contre l'exploitation capitaliste, contre une organisation de la vie et du travail au service du capital qu'ils se révoltent.

Citons l'exemple d'un jeune polonais que je connais. Il a vingt-cinq ans : employé dans une usine d'automobiles de Cracovie, il gagne 3 500 zlotys par mois. Son horaire est de sept heures à quinze heures. Mais son lieu de travail se trouve à cinquante kilomètres de chez lui. Il doit donc se lever à 4 h 30 le matin pour ne revenir chez lui qu'à 17 h 30.

C'est le cas pour des milliers de travailleurs qui logent loin de leurs usines parfois à cent kilomètres ; cette situation est le résultat d'une industrialisation et d'une urbanisation de type capitaliste. De plus, les transports en commun sont mal conçus, chers, lents et irréguliers (en 74, de Poznam à Cracovie, seulement deux trains dans l'après-midi et à sept heures d'intervalle).

Les voitures ne sont pas accessibles au budget des travailleurs. Il y a bien des taxis, mais ils augmentent sans cesse et pratiquent le marché noir. On voit bien qu'il y a des différences entre les travailleurs qui doivent utiliser des transports en commun peu commodes, et la bourgeoisie qui peut se déplacer en voitures et taxis.

toire, mais qui ne correspond pas forcément au lieu d'habitation ou à la qualification. Les salaires sont assez différents suivant l'importance de la boîte, ce qui provoque une très grande mobilité des travailleurs qui sont sans arrêt à la recherche d'un travail mieux rétribué, le plus souvent au détriment des conditions de travail : ainsi, à Nowa Huta, grand complexe sidérurgique, le travail est dur, mais mieux rétribué.

### « ON DIT QU'IL N'Y A PAS DE CHÔMAGE... »

On dit toujours qu'il n'y a pas de chômage. Si on veut, mais ça prend un autre aspect. On doit passer par des agences de travail qui attribuent un emploi obliga-

En ce qui concerne les hausses de prix, elles sont toujours, comme c'était le cas pour celle qui a été proposée, brutales, 50 % ou 100 %. Elles portent sur des produits de première nécessité dont on change du jour au lendemain l'étiquette, l'emballage, sans changer la qualité (par exemple, l'année dernière la bouteille d'un demi-litre de vodka était passée de soixante à cent zlotys, la farine de vingt-cinq à quarante ou cinquante).

Sans remonter aux événements de Gdansk en 70, il y avait eu des manifestations déjà contre les augmentations récentes : en octobre 75 les ouvriers en colère ont brûlé un immeuble neuf pour protester contre des augmentations à Varsovie. On avait également incendié à Varsovie un grand magasin où tous les articles devaient être payés en dollars.

Ce qui se passe aujourd'hui ne m'étonne pas. Le mécontentement est grand, la révolte ne peut que se développer.



Derrière la dictature de la nouvelle bourgeoisie, une autre menace pour les peuples des pays de l'Europe de l'Est : la domination soviétique. Les chars soviétiques en œuvre ci-dessus à Prague peuvent intervenir à Varsovie : des trains chargés de soldats soviétiques tournent en permanence autour de la capitale polonaise.

## LIBAN : Résistance acharnée et riposte vigoureuse des forces patriotiques

Depuis plus de cinq jours, les quartiers populaires de Nabaa, de Jisr al Bacha et de Tell el Zaatar sont bombardés sans arrêt. Plus de dix mille obus sont déjà tombés sur ces quartiers qui se trouvent dans les régions de Beyrouth contrôlées par les forces réactionnaires.

Depuis l'arrivée des « casques verts » soldats libyens et syriens chargés par la Ligue Arabe de faire appliquer le cessez-le-feu, les milices de Chamoun ont commencé à attaquer ces quartiers. Les Phalanges de Gemayel s'étaient mises à l'écart, mais actuellement, elles participent à ces attaques. Certaines divergences sont apparues parfois entre les Phalanges et Chamoun, ce dernier montrant une attitude plus extrémiste, surtout par rapport à Frangie. Chamoun a soutenu celui-ci jusqu'au bout, refusant sa démission, tandis que les Phalanges avaient accepté sa démission et la nomination de Sarkis. Malgré ces quelques divergences entre les deux organisations d'extrême-droite, ce qui les lie est encore assez solide : la haine de la Résistance

palestinienne, leur refus de tout changement démocratique dans les institutions libanaises, leur fanatisme religieux et leurs liens étroits avec l'impérialisme et le sionisme.

C'est pour cette raison que les Phalanges ont rejoint les milices de Chamoun dans leur dernière offensive contre les quartiers populaires. S'ils ne s'engageaient pas, ils perdraient le soutien de l'impérialisme et Chamoun passerait au premier plan.

Les forces réactionnaires ont lancé leur offensive pour laisser aux Syriens un prétexte à leur intervention. Malgré toute l'importance de cette offensive qui a groupé plus de cinq mille miliciens sur trois quartiers encerclés depuis le début des événements, les forces patrio-

tiques installées dans ces quartiers ont réussi à la repousser courageusement et même à desserrer le blocus de Tell el Zaatar en occupant une localité autour, Mkellès. Elles ont aussi lancé une offensive sur le port de Jounieh, le cœur de la région contrôlée par les réactionnaires.

### RECU DE L'ARMÉE SYRIENNE

D'autre part, les « casques verts » sont inopérants actuellement. Installés autour de l'aéroport, portant sur eux de petites armes, ils ne peuvent réellement faire appliquer quoi que ce soit. L'aéroport vient de nouveau d'être fermé car les forces réactionnaires l'ont de nouveau attaqué. Elles l'ont attaqué parce qu'elles s'opposent à la présence de « casques verts » et qu'elles préfèrent celle de l'armée syrienne.

Malgré l'inefficacité des « casques verts », leur présence est un recul pour l'armée syrienne, même si

les Syriens y sont présents. Devant la grande résistance des forces palestiniennes et libanaises à l'armée syrienne, celle-ci a été obligée de s'arrêter. Pour ne pas lui faire perdre la face, les régimes arabes ont choisi une solution intermédiaire : faire reculer les Syriens en douceur et les remplacer par des forces inter-arabes où seraient présents aussi les Syriens.

### ENTENTE ENTRE LES RÉGIMES SYRIENS

La question qui peut se poser actuellement, surtout après les discussions à Ryad entre les premiers ministres syrien et égyptien, c'est de savoir si tous les États arabes se mettront d'accord pour l'écrasement de la Résistance ?

Il semble que ce ne soit pas aussi simple puisque le vice-président du conseil et le premier ministre des Affaires Étrangères égyptien a déclaré à propos des attaques réactionnaires contre les quartiers

populaires de Beyrouth : « L'Égypte ne restera pas les bras croisés si l'agression contre le camp de Tell el Zaatar et les régions de Nabaa et de Bourj Hammoud continue ». Ce qui montre que les régimes arabes ne peuvent se mettre tout-à-fait d'accord pour l'écrasement de la Résistance pour deux raisons principales : il y a des luttes entre les régimes arabes pour savoir lequel d'entre eux aura la suprématie dans la région et il y a aussi l'idée que détruire la Résistance, c'est passer dans le camp sioniste. Les régimes arabes ont peur de trop s'avancer car les peuples arabes sont aux côtés de la Révolution Palestinienne.

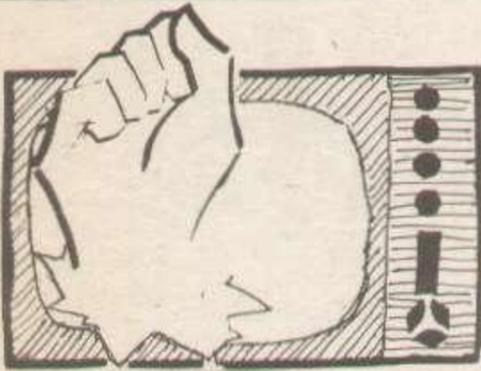
● AUTRICHE : Le chancelier autrichien Kreisky est arrivé hier à Paris. Il doit rencontrer Chirac et Giscard. Les entretiens porteront sur la sécurité européenne et les échanges économiques.

## en bref...

● INDÉPENDANCE DES SEYCHELLES : L'archipel des Iles Seychelles, dans l'Océan Indien est devenu une république indépendante après avoir été une colonie britannique. La position stratégique de cet archipel suscite l'intérêt de l'impérialisme américain qui y a installé une base de repérage de satellites. Mais ce pays ne laisse pas l'impérialisme français indifférent : le ministre de la Coopération, Lipkowski, était présent aux cérémonies d'indépendance.

● INDE : L'état d'urgence en vigueur depuis un an, a été prolongé pour une autre année. Indira Gandhi a déclaré qu'elle n'envisageait pas de le supprimer, ni d'organiser des élections : « Les dangers qui menacent le pays n'ont pas disparu ».

# ENQUÊTE



## Derrière l'écran ... -2-

# L'ETAT A THOMSON "VOS DESIRS SONT LES NOTRES"

*«La part de l'Etat dans les affaires de la Thomson émane de divers ministères et se fait sous diverses formes». Cette formule pour le moins évasive mérite qu'on y regarde de plus près. Car, même très «diversifiée», la part de l'Etat est très importante, pour ne pas dire décisive, dans l'ascension de la Thomson. Elle suscite même des réflexions acerbes dans les milieux financiers : «C'est un groupe manipulé par l'Etat», disent certains ou encore, comme le murmurait tel autre fonctionnaire, «je me demande si l'ensemble des aides que Thomson reçoit de l'Etat ne dépasse pas finalement le dividende». Jalousie mal dissimulée ?*

### ...AUX DÉTOURNEMENTS DE FONDS

A la limite, ces aides multiples confinent au détournement de fonds... Qu'on en juge : dans le cadre du «plan Electronique Civile» qui, officiellement allouait des crédits pour la conversion de certains secteurs militaires en secteurs civils, Thomson-CSF s'était adjugé 70 % des trois cents millions de francs généreusement attribués par le ministère de l'Industrie. Or, de l'avis général, cette reconversion ne s'est jamais faite...

### QUAND L'ETAT SUBVENTIONNE SES PROPRES MARCHÉS

Il se noue de la sorte des liens privilégiés qu'on aurait grand peine à dénouer. Ces liens entre Thomson et l'Etat, par «Administrations» interposées, paraissent d'ailleurs à certains comme étant tout de même trop étroits... Qu'on se rappelle à ce sujet la vive polémique de l'été 74 concernant les liens de l'ex-ORTF et de Thomson-CSF. Certains reprochaient à l'ORTF certains «marchés monstrueux», des marchés d'études notamment... Le dénommé Gaston de La Boulaye, responsable de ce secteur au sein de

l'ORTF à l'époque avait été mis en cause. Les choses se sont arrangées bien vite : M. De La Boulaye a retrouvé un emploi de conseiller auprès de la direction générale de Thomson-CSF...

### «LE MARCHÉ FRANÇAIS EST SI ÉTROIT...»

Interviewé en 1975 sur la stratégie économique de son groupe, Paul Richard (l'ancien PDG de Thomson-Brandt, décédé il y a à peine un mois) déclarait : «Je ne dis pas que je suis à la botte de l'Etat. Mais c'est à celui qui dispose du budget de faire savoir ce qu'il désire». Ce dont on ne peut pas douter, c'est

que M. Richard savait prendre les moyens pour que les «désirs» de l'Etat soit avant tout les siens.

### LES «DÉSIRS» DE L'ETAT SONT AVANT TOUT CEUX DE THOMSON

L'autre aspect important, ce sont les marchés passés par les administrations, entre autres l'Armée, les PTT, les chaînes de télévision... Car l'Etat, non seulement dispense sans compter ses largesses à Thomson, mais l'Etat, en retour, achète beaucoup à la Thomson ! En 1974, les achats de

matériels passés par l'Etat représentaient pour la Thomson un volume d'affaires d'environ 2,5 milliards de francs, pour l'essentiel des commandes de matériel militaire...

Cela va plus loin encore : Thomson s'est arrogé le monopole sur certains de ces marchés d'Etat (après tout, comme l'expliquait naïvement un économiste bien introduit dans le milieu des affaires : «Le marché français est si étroit qu'il serait illogique d'avoir plusieurs constructeurs nationaux...») ! Dans le domaine de la télévision, l'équipement en relais hertziens revient à la seule Thomson...

### LES DOSSIERS «D'AIDE»...

En fait, l'Etat subventionne grassement et de manière continue une part importante des activités du groupe et tout spécialement les branches «Electronique professionnelle» et «Equipelement». Comment ? Les dossiers «d'aide» sont éparpillés dans plusieurs budgets ministériels et transitent dans plusieurs commissions et sous-commissions. Ces dossiers se dissimulent le plus souvent sous le nom de «plans» (plan composants, plan Electronique civile...) Leur but avoué, c'est de débloquent des crédits «d'aide à la recherche».

### DES SUBVENTIONS...

Par exemple, l'aide de l'Etat pour la branche «composants» se chiffre officiellement à quarante millions par an. Mais, en fait, la sollicitude de l'Etat pour ce secteur des «composants» ne connaît plus de véritables limites, «tout confondu, cette aide atteint en 76 un montant de deux cents millions» devait reconnaître il y a quelques mois une revue patronale. S'agit-il, par exemple, de sortir de son «état de faiblesse» l'industrie française des composants (que Thomson domine de manière écrasante) ? Aussitôt arrive sur le bureau du directeur des industries électroniques au ministère de l'Industrie un volumineux rapport qui demande une «enveloppe» de 1,8 milliard de francs pour cinq ans... Demande acceptée : elle figure sous un quelconque chapitre dans les dépenses du VII<sup>e</sup> Plan.

Le contrat de vente ci-contre porte sur une livraison d'armement «Crotale» à l'Etat libanais en 1968. Précisons que l'équipement électronique du «Crotale» (un missile sol-air de renommée mondiale) a été réalisé par Thomson-CSF à la demande de l'Afrique du Sud... Ces contrats de vente, Thomson en signe de plus en plus et pour des matériels de toute nature : aussi bien les mortiers et obus fabriqués par Hotchkiss que les systèmes très élaborés d'alerte et de défense aérienne par radars de haute précision mis au point par Thomson-CSF pour le Brésil en 1972.

Thomson est également en mesure de réaliser les systèmes de couverture aérienne de tout un pays comme elle vient de le faire au début de cette année pour Ceylan... Contrats diversifiés, marchés tous azimuts : Thomson, comme tous les marchands de canons pourrait dire : «Nous, on vend des armes, on ne fait pas de politique...»

Déjà en 1974, 55 % des ventes d'équipements électroniques de Thomson étaient destinés aux armées. Mais des données récentes indiquent une augmentation du marché militaire du trust : 61 % dans les six premiers mois de 1975 et 77 % des commandes à suivre. Ces commandes, pour moitié, étaient destinées à l'exportation...

Les ventes d'armes à l'étranger sont placées sous l'égide de la délégation ministérielle à l'armement (DMA).

CONTRAT D'ACHAT RELATIF  
A LA FOURNITURE  
DE SYSTEMES D'ARMES CROTALE

PAR CE CONTRAT (ci-après dénommé le "Contrat d'Achat")  
ETABLI ENTRE :

- L'ETAT LIBANAIS (ci-après dénommé "L'ACHETEUR")  
Représenté par :  
Monsieur le Ministre de la Défense Nationale

ET :

La Compagnie Française THOMSON-HOUSTON  
HOTCHKISS BRANDT  
173 boulevard Haussmann Paris 8ème  
(ci-après dénommé le "VENDEUR")

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :  
Document n° 10  
Extraits du contrat « Crotale ».

Mais là encore, la frontière entre les bureaux de la délégation ministérielle et ceux de Thomson a tendance à s'estomper. Ainsi, le général Stehlin (mort il y a un an) avait son siège au conseil d'administration de Thomson. De nombreux anciens officiers trouvent sans peine à se reclasser dans les différents niveaux du trust, particulièrement dans les services commerciaux et de gestion.

Cette inter-pénétration de la DMA et du «brain trust» de Thomson est également très avancée quand il s'agit «d'améliorer la technique» : citons les propos de Hugues de L'Estoile, ancien directeur

des ventes d'armes à l'étranger à la DMA : «Il existe de plus en plus clairement un tronc commun d'importance notable entre la demande civile et la demande militaire de technique de pointe, de sorte qu'on est conduit à concevoir une stratégie unique de l'innovation technologique». Et, de fait, la définition des équipements militaires destinés à être réalisés et vendus par Thomson-CSF est décidée conjointement par des officiers de la DMA et les ingénieurs de Thomson... Tout cela, bien sûr, pour le grand bien des profits de Thomson qui peut se flatter que l'armement soit le «fer de lance» de son expansion !

CONDITIONS FINANCIERES

FACTURATION

Chaque facture relative à ce contrat portera la mention suivante :

"Nous certifions que toutes matières premières et/ou pièces manufacturées entrant dans la composition du matériel ne sont ni fabriquées ni importées d'Izraël."

En plus, nous nous engageons à ne pas expédier les marchandises sur un bateau israélien ou sur un bateau figurant sur la liste noire des Pays Arabes ou qui passera par un port israélien, ...

En plus, nous nous engageons à ne pas expédier les marchandises sur un bateau israélien ou sur un bateau figurant sur la liste noire des Pays Arabes ou qui passera par un port israélien, ...

8 800 000 F.F. (huit millions huit cent mille francs français) le 1.3.1972

16 000 000 F.F. (seize millions de francs français) le 1.3.1972

16 000 000 F.F. (seize millions de francs français) le 1.3.1972

17 600 000 F.F. (dix sept millions six cent mille francs français) le 1.3.1972

Les termes de paiement effectués avant l'arrivée du matériel à Beyrouth seront réglés contre remise de garanties bancaires présentées par le VENDEUR.

Dès l'arrivée du matériel à Beyrouth et dans un délai minimum d'un (1) mois, l'ACHETEUR procédera à la levée des garanties bancaires correspondant aux termes de paiement mentionnés ci-dessus.

ARTICLE XII

EXPORTATION

Les matériels objet du présent contrat seront classés "matériels de guerre" et ne peuvent en aucun cas être transférés à des tiers en partie ou en totalité sans l'accord préalable du Gouvernement français.

ARTICLE XIII

PROTECTION - SECRET

Les matériels objet du présent contrat sont classés Secret.

Aucune des fournitures livrées ne pourra être reproduite par l'ACHETEUR sans l'accord formel du VENDEUR.

Les données ou informations techniques fournies à l'ACHETEUR en vertu du présent contrat d'achat ne seront pas divulguées par lui à des tiers et l'ACHETEUR s'engage à respecter les degrés de Secret relatifs à ces informations confidentielles qui pourraient lui être fournies.

Le VENDEUR s'engage à garder Secret toutes les informations de caractère opérationnel en ce contrat et des matériels ultérieurement livrés par lui.

# 63<sup>e</sup> TOUR DE FRANCE



## 4<sup>e</sup> ÉTAPE : LE TOUQUET-BORNEM



Hennie Kuiper (Hollande) : âgé de 27 ans, l'air de la Belgique lui réussit bien. Vainqueur du championnat du monde 1975 à Yvoir, il a remporté hier la victoire d'étape dans le tour à Bornem.

Avec cette quatrième étape, nous avons pénétré en Belgique au km 139, au poste frontière de Halluin. Que s'est-il passé au long de la journée ?

Toujours le même scénario : course contrôlée par la «garde» de Maertens qui espérait s'octroyer sa troisième victoire d'étape. L'accueil de Maertens en Belgique a été des plus réservés ; quelques banderoles sur le bord de la route, rien à voir avec la popularité d'un Merckx ou d'un De Vlae-

mink, et puis le champion du monde sur route, le hollandais Kuiper a renouvelé son exploit de l'an dernier, partant à 12 km de l'arrivée, entraînant dans sa roue le suisse Loder, équipier du maillot jaune, qui respectant l'«esprit d'équipe» a refusé de le relayer. Mais Kuiper ne s'en est pas laissé compter et tel un poursuiveur, il avalait les kilomètres le rapprochant de la ligne d'arrivée. A cinq cent mètres du but, on pouvait se demander si Loder qui avait joué les «suceurs de roue» n'allait profiter des

efforts de Kuiper pour le déborder dans les dix derniers mètres. Mais rien n'y fit.

Kuiper voulait sa victoire d'étape et il entraîna de façon quelque peu irrégulière le Suisse du côté gauche de la ballustrade, tout en se gardant de faire une faute qui l'aurait disqualifié.

Aujourd'hui, nous restons en Belgique : le matin, circuit contre la montre par équipes à Louvain (4,3 km), l'après-midi, étape en ligne Louvain-Verviers (144 km)

### 4<sup>e</sup> ÉTAPE LE TOUQUET-BORNEM (262 km)

#### CLASSEMENT DE L'ÉTAPE

- 1 - Kuiper (H)
- 2 - Loder (S)
- 3 - Gavazzi (I) à 14"

#### CLASSEMENT GÉNÉRAL

- 1 - Maertens (B)
- 2 - Pollentier (B) à 1'58"
- 3 - Manzanòque (E) à 2'29"
- 4 - Shuitem (H) à 2'32"
- 5 - Pronk (H) à 2'46"
- 6 - Bracke (B) à 2'55"
- 7 - Kuiper (H) à 3'20"
- 8 - Poulidor à 3'25"
- 9 - Danguillaume à 3'26"
- 10 - Hézaré à 3'30"
- 15 - Van Impe (B) à 3'48"
- 17 - Thévenet à 3'52"
- 18 - Zoetemelk (H) à 3'59"
- 23 - Ocana (E) à 4'25"

## VIE DU JOURNAL

### SOIRÉE À LA MÉMOIRE D'EL OUALI MUSTAPHA HÉROS DU PEUPLE SAHRAOUI

Jeudi 1er juillet - 20 h 30  
44, rue de Rennes - Paris 6<sup>ème</sup>  
métro : Saint Germain des Près

Le 9 juin, El Ouali Mustapha, secrétaire général du Front POLISARIO est tombé au cours d'une attaque des Forces armées mauritaniennes.

Son nom s'ajoute à la liste déjà longue des fils les plus valeureux du peuple sahraoui qui au cours des siècles n'ont cessé de lutter contre les envahisseurs, pour l'indépendance et la liberté.

Au delà de la profonde tristesse ressentie par le peuple sahraoui et partagée par tous ceux qui le soutiennent, cette mort héroïque ne fait que renforcer la détermination de tout un peuple décidé à mener jusqu'au bout la voie tracée.

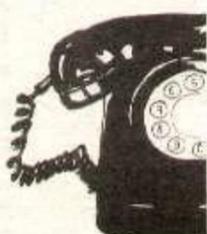
Ayant proclamé la nécessité d'un Front Progressiste en vue de la libération et de l'unité des peuples du Maghreb et de l'Afrique, El Ouali Mustapha est aussi le symbole de cette aspiration des peuples à fonder leur unité dans la lutte anti-impérialiste.

Association des Amis de la République Arabe  
Saharouie Démocratique

### ABONNEMENTS :

NOM ..... 1 an : 300 F  
ADRESSE ..... 6 mois : 150 F  
PROFESSION ..... 3 mois : 80 F  
1 mois : 30 F

Envoyer au Quotidien du Peuple  
BP 225 - 75824 Paris Cedex 19



TÉLÉPHONEZ  
AU  
QUOTIDIEN  
208 65 61  
DE 9 H A 17 H

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRM  
Adresse Postale : BP 225 - 75924 Paris - Cedex 19  
CCP n°23 132 48 F Paris  
Directeur de Publication : Y. CHEVET  
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## A propos de la sécheresse CE QUE LE SOCIALISME PERMET DE RÉALISER

Bravo pour les articles sur la sécheresse dans le QdP, ils traduisent je crois assez bien la réalité à laquelle s'affrontent aujourd'hui les petits et moyens paysans.

Cependant je voudrais faire quelques remarques. Vous décrivez très bien les situations, et loin d'en rester là, vous montrez que ce n'est pas la fatalité qu'il faut invoquer, mais que c'est le système de production capitaliste qui

est en cause. Cela, les paysans l'apprécient.

Il me semble qu'il faudrait montrer à l'aide de documents sur l'Albanie par exemple, comment le socialisme pourrait éviter aux paysans (et à la société toute entière d'ailleurs) de telles catastrophes.

Par exemple, comment on constitue des stocks, on évite le gaspillage en vue de se prémunir contre les calamités naturelles, et aussi comment l'organi-

sation de la production permet d'irriguer, de mettre en culture des régions arides, etc...

Cette question de ce que le socialisme permet de réaliser est très importante, car si beaucoup de paysans se rendent compte de l'exploitation qu'ils subissent, des rouages de la société capitaliste qui les broie, il n'en reste pas moins que souvent le socialisme, c'est encore pour eux, ce que les

notables et les curés leur en disent depuis toujours. Alors il est donc important de montrer concrètement ce que c'est, en quoi ça transforme la vie des masses. Et le problème de la sécheresse me semble être un bon moyen pour cela. D'ailleurs de tels articles ont déjà été faits, par exemple pour le tremblement de terre en Italie.

Salutations communistes  
ALBERT  
un paysan de Côte d'or

### Au sujet de l'enquête à la campagne

Je travaille depuis trois ans (...) chez des paysans pauvres en agriculture de montagne. J'y retourne au mois de juillet (...); suite à la campagne proposée par le Quotidien du Peuple, d'approfondissement, d'enquête et de liaison avec les paysans, j'aimerais m'intégrer à un groupe ou prendre contact avec des camarades qui travailleraient dans la même région que moi, la vallée d'Aszel à la frontière du Béarn et du pays Basque. Pour prendre contact écrivez au QdP.

Un lecteur de Nanterre

### CLUBS DE LOISIRS ET D'ACTION DE LA JEUNESSE

Nous organisons une colonie de vacances du 5 au 26 juillet 1976 à Metabief dans le Doubs pour les enfants de 8 à 13 ans.

Des vacances sportives, dynamiques où les enfants de nos grandes villes profitent de la vie à l'air pur des montagnes du Jura, de la vie simple des paysans de ce petit village du Doubs.

Prix du séjour de 550 F à 680 F, selon le quotient familial. Renseignements et inscriptions : CLAJ, 3, rue Victor Massé - Paris 9<sup>ème</sup> tél : 874 75 44.

Il nous reste encore quelques places.

## PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-leniniste

## PROGRAMME ET STATUTS

adoptés par son  
DEUXIEME CONGRES  
(juin 1976)

PRIX 5F - AJOUTER 2F POUR LE PORT  
Passez vos commandes à  
FRONT ROUGE

B.P. 161 - 75864 Paris Cedex 18

# PHOTOGRAPHIE

Une étape facile à franchir

## DEVELOPPER SOI-MEME LES PELLICULES

Le développement des négatifs est très simple à effectuer chez soi. Cela prend une heure, nécessite une pièce temporairement bien obscure (la salle de bains, les toilettes ou un débarras quelconque que l'on rend obscur en bouchant les orifices pour quelques instants), un investissement qui peut paraître relativement important (entre 100 et 200F environ) mais qui sera vite amorti, si on compte qu'un développement chez un «photographe» coûte entre 3 et 5F. Et puis les avantages sont multiples : possibilité de rattraper une erreur d'exposition en prolongeant ou en raccourcissant le temps de développement, «pousser» une pellicule par exemple en 1600 ASA en étant sûr du résultat, avoir plus rapidement le négatif à sa disposition, etc....

### 1) Le matériel :

- il faut obligatoirement une cuve de développement. C'est dans cette cuve que se trouvera la pellicule, les différents bains (révélateur, fixateur, etc...). Il y a plusieurs types et marques de cuves :

Les cuves à chargement

dans l'obscurité : il faut enrouler le film autour d'une spire -ou tambour- et mettre cette spire chargée dans le corps de la cuve, ces opérations s'effectuant dans l'obscurité. Ensuite, on referme la cuve à l'aide d'un couvercle étanche à la lumière, on peut alors opérer en lumière normale.

Les cuves à chargement dans la lumière normale : il n'y a même pas besoin d'éteindre la lumière pour charger la spire qui se trouve à l'intérieur de la cuve.

C'est l'achat de la cuve qui nécessite le plus gros investissement (entre 60 et 100F pour une cuve qui permet de développer une pellicule quel que soit son format).

- il faut un thermomètre à alcool (on les achète dans les magasins de photo, à ne pas confondre avec les thermomètres de pharmacien). On doit être très strict sur les températures. On utilise en général les bains à 20°C.

- facultatif : une minuterie,

de cuisine. On se contente d'une montre avec trotteuse.

- une éprouvette graduée jusqu'à un litre, pour doser la composition des bains.

- des flacons, pinces pour accrocher et faire sécher les films, etc...

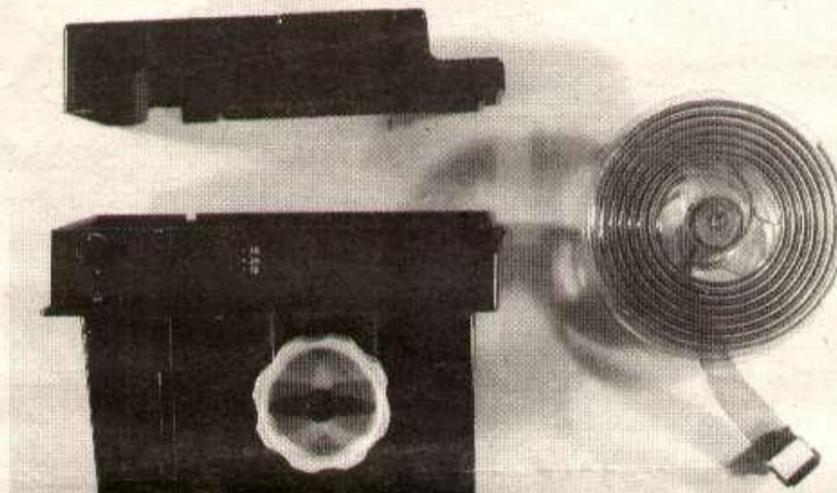
### 2) Les produits :

On a vu la dernière fois comment était composée une pellicule photographi-

que : des cristaux de bromure d'argent, noyés dans une gélatine faite à base de débris d'os et de peau et de substances chimiques. Ce sont les cristaux de bromure d'argent qui sont sensibles à la lumière. Les cristaux de bromure d'argent noircissent à la lumière. Pour voir ce noircissement, on a recours à un produit chimique appelé révélateur. Ce produit fait donc apparaître les cristaux de bromure d'argent. L'action de ce produit est constante, c'est-à-dire que tant qu'on le laisse au contact de la pellicule, il révélera de plus en plus de cristaux. Pour stopper son action, on utilise un «bain d'arrêt», une solution composée d'acide acétique dilué à 2% (on en trouve en pharmacie), puis un autre produit plus fort, le fixateur, un acide qui n'est pas dilué, et qui sert à fixer l'image négative obtenue à l'aide du révélateur.

On trouve le révélateur et le fixateur dans les magasins de photographie ; soit ils sont sous forme liquide, soit ils sont sous forme de poudre.

On verra demain la pratique du développement.



Une cuve de développement à chargement en plein jour. On enroule le film autour de la spire en tournant la molette sur le côté de la cuve.

### PROGRAMME TÉLÉ

#### MARDI 29 JUIN

TF 1  
18 h 05 - Pour les jeunes  
18 h 30 - A la bonne heure  
19 h 15 - animaux préhist. Jean Richard  
19 h 20 - Actualités région.  
19 h 40 - Une minute pour les femmes  
19 h 45 - Tour de France  
20 h 00 - Si ça vous chante variétés  
21 h 35 - Ces années-là M. Droit (1963)  
22 h 30 - De vive voix  
23 h 30 - Journal

A 2  
18 h 15 - Le palmares des enfants  
18 h 30 - TV service  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités région.  
19 h 45 - Y'a un truc  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Les dossiers de l'écran film BBC Du sang, de la sueur et des larmes (W. Churchill joué par Burton) débat  
23 h 30 - Journal

FR 3  
18 h 45 - Pour les jeunes  
19 h 05 - Program. région.  
19 h 20 - Actualités région.  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Au fil du Rhône  
20 h 30 - Aventures Torpilles sous l'atlantique (1957) am. de D. Powell  
22 h 00 - Journal

## FEUILLETON

# Hebken

## Conte gueux

de  
YOUENN CÔIC

aux Éditions P.J. OSWALD

Résumé : une tornade ayant emporté le toit de l'église, Mikel Pen Oan, le curé de Lambour va trouver le curé de Pont l'Abbé. Mais les bourgeois de Pont l'Abbé n'aiment guère les paysans de Lambour : les paysans de Lambour devront d'abord «faire obéissance» en venant pour Pâques à l'église de Pont l'Abbé. Le curé de Pont l'Abbé pense que célébrer une cérémonie dans l'église sans toit, n'est pas possible...

Que si ! Il pleuvait, le jour de Pâques ; mais Mikel Pen Oan l'entêté célébra Pâques dans son église sans toit. Et tous ses paroissiens étaient là à le soutenir, même ceux qu'on ne voyait pas souvent à la messe. Et on processionna les bannières à pentecôte, de la même façon. Pour leur montrer que même sans toit, on pourrait tenir le culte.

Seulement, il s'en trouva quelques-uns pour préférer passer le pont le dimanche ; ceux-là n'avaient pas de honte. Ils allèrent à la messe à Notre-Dame des Carmes. Mikel Pen Oan était trop fier pour aller les trouver et leur dire ce qu'il pensait d'eux.

D'ailleurs, ils furent récompensés par le recteur. Ce renard de Matthias Gwenkael leur fit donner du travail par la municipalité. Et il y en eut de moins en moins à la messe de Saint-Jacques.

Jakez Nader resta fidèle à Mikel Pen Oan, malgré les récriminations de Kathel Malloz. Il avait une bonne façon, mais il perdit quand même la commande des bourgeois de Pont l'Abbé, parce qu'il refusait de venir à la messe à Notre-Dame des Carmes.

Maintenant, les processions passaient fièrement sur le quai, en partant de Notre-Dame pour aller jusqu'au château et remonter par la rue Kéréon. On voulait montrer aux mauvaises têtes de Lambour qu'on était triomphant.

Mikel Pen Oan aurait sans doute résisté jusqu'au bout, bien que sa lutte soit sans espoir. Mais un jour, il fut convoqué par l'évêque de Kemper.

Et, devant ses derniers fidèles, il expliqua que la trêve était supprimée. Que l'église allait être désaffectée, et que lui-même devrait partir pour remplacer le curé de Tréguennec, le vieux Guyader, qui était mort pour ainsi dire de faim et de courants d'air.

- Il faudra que vous alliez aux Carmes, désormais, dit-il en conclusion. Je suis désolé, mais ils étaient les plus forts. Contre la force, il n'y a pas de honte à céder. Parce qu'on ne peut pas faire autrement. Maintenant, le plus important, c'est de rester dans le giron de Notre Mère l'Eglise. Pour moi, je suis obligé de partir, pour vous, vous êtes forcés de traverser le pont tous les dimanches...

Après le départ de Mikel Pen Oan, les plus mauvaises têtes de Lambour s'obstinèrent à ne pas passer le pont le dimanche.

Leur orgueil était plus fort que leur foi. Jakez Nader perdit toute sa clientèle bourgeoise. Il fut obligé d'aller chercher celle des paysans. Pour lui, c'était une déchéance.

D'abord, au lieu de travailler chez lui, et d'attendre la commande, il fallait aller dans la campagne, marcher d'une ferme à une autre, quêter de l'ouvrage, demander, et ensuite travailler dans la grange ou dans une chambre, chez les autres.

Ensuite, ce n'était pas le même travail de tout.

L'étoffe était différente. Pour les bourgeois, il travaillait les étoffes riches, chatoyantes, avec des fils fins et brillants, et s'appliquait par talent à faire des coutures lentes mais artistiques. De plus, il mettait son orgueil à faire de chaque habit une pièce unique, car il ne répétait jamais deux fois le même motif brodé au même endroit, et calculait les mesures au plus près.

A présent, il travaillait uniquement dans le drap noir de Montauban, on lui disait : «Faites du solide et du raide, Jakez, ne gâchez pas inutilement du drap, recousez ici et puis là, laissez du large dans les épaules, et à la ceinture, de sorte qu'il puisse forcer et grossir, mon Paolig, et que le petit Fanch puisse aussi se mettre dedans après sa mort». Peu de broderies, peu de fioritures. Il perdit peu à peu sa joie à travailler.

Et l'avarice !

Toujours en retard pour payer. Et à calculer au sou près, à demander combien déjà il avait dit pour le fil, et s'il restait du surplus qu'on pourrait toujours garder à la maison pour raccommoder...

Petit Youenn vécut ainsi à la suite de Jakez. Le tailleur l'emmenait avec lui dans les campagnes pour qu'il apprenne à connaître les gens.

Mais il ne lui apprit pas à tailler des habits. Il avait honte maintenant de son métier. Seulement, à la maison, il lui enseignait l'art difficile et méticuleux de broder avec du gros fil de soie qu'il n'avait pas l'occasion de mettre dans les habits des paysans. Youenn Hebken devint un brodeur remarquable, mais cela ne lui servit de rien.

à suivre

URUGUAY

# A L'ECOUTE DE LA RESISTANCE

## INTERVIEW DE HUGO CORES

### dirigeant syndicaliste uruguayen et militant de la R.O.E. - 2

QDP : «Tu as évoqué la question de la lutte armée. Quelles sont les positions sur cette question ?

Hugo Cores : «Nos idées et la pratique de la lutte armée, bien qu'il puisse y avoir des ressemblances de forme, n'ont rien à voir avec celles des Tupamaros, qui sont «foquiste» et qui ont échoué. Nous pensons que les actions militaires doivent être au service des masses et comprises des masses. C'est ce qui s'est produit de 67 à 73, dirigé par le Parti Révolutionnaire. Cependant, compte tenu des conditions concrètes dont nous avons parlé, particulièrement le taux élevé d'urbanisation, nous pensons que l'assaut final contre la bourgeoisie liée à l'impérialisme se fera plus sous la forme d'une insurrection que d'une guerre populaire. Sur la période de 67-73, il est nécessaire aujourd'hui de faire une autocritique, dans la mesure où des actions de type anarcho-syndicalistes n'ont pas toujours été évitées : la lutte pour le pouvoir est passée au second plan, il s'agissait fondamentalement d'appuyer militairement des actions syndicales «dures». Cette faiblesse théorique et idéologique est héritée d'un passé d'ouvriers anarcho-syndicalistes de la FAU (Fédération Anarchiste Uruguayenne) qui fut le regroupement des forces de «gauche», opposées au PC dans les années 50. Par faiblesse idéologique, je ne veux pas parler de la ténacité dans le travail, de l'esprit de sacrifice dont tous les camarades ont fait preuve. Je veux parler du retard avec lequel les

acquis de la Révolution en Chine, des textes comme «de la pratique» et «de la contradiction», ont été assimilés. C'est au niveau de l'élaboration de la ligne politique que dans cette période les choses n'ont pas été assez claires et c'est là dessus qu'il faut porter les efforts.

QDP : «On vient d'apprendre la disparition à Buenos Aires d'un militant uruguayen GERALDO GATTI, syndicaliste bien connu. Quelle est la situation des Uruguayens en Argentine ?

Hugo Cores : «Elle est critique ; le départ des uruguayens hors du pays, chassés par la misère et par la répression qui les empêche d'avoir un travail, a pris l'allure d'un véritable exode, à tel point que la population de l'Uruguay a stagné ces dernières années : il y a 500 000 uruguayens en Argentine, soumis au contrôle conjoint des polices uruguayennes et argentines. Moi même j'ai été victime d'un enlèvement en plein jour à Buenos Aires par les forces militaires uruguayennes qui m'ont emmené dans les locaux de la police argentine «pour interrogatoire». Je n'ai eu la vie sauve que grâce à une campagne internationale. Depuis 73, nous sommes dans une étape très critique de défense stratégique ; nous avons dû organiser le repli en Argentine et travailler dans la clandestinité à l'organisation des uruguayens en Argentine et aux tâches de soutien à la Résistance de l'intérieur...

Actuellement, des Uruguayens ont entamé une grève de la faim, à Paris, à la Maison Verte, rue Marcadet, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement. Ils réclament la libération de Gerardo GATTI, ancien syndicaliste, dirigeant de la Résistance uruguayenne contre le régime fasciste, qui vient d'être arrêté en Uruguay, le 10 juin, et la libération de tous les Uruguayens enlevés, disparus ou prisonniers. Nous avons demandé à Hugo Cores, dirigeant syndical, (dirigeant notamment de la grande grève des banques de 1969), et militant de la R.O.E. (Résistance Ouvriers-Etudiants), de nous faire le point sur la situation dans son pays : la résistance du peuple face à une impitoyable répression.

### LES ASSASSINATS POLITIQUES

3) Tout au long du mois de mai, la population a assisté, horrifiée, à l'apparition de nombreux cadavres «torturés, maltraités et mutilés» (selon la presse officielle), trouvés sur les côtes du Rio de la Plata. La version officielle a été qu'il s'agissait de «personnes d'origine asiatique». Peu de jours après, à travers la presse clandestine et les informations transmises verbalement dans les quartiers et les lieux de travail, s'est propagée la conviction, chaque jour plus nette, qu'il s'agissait d'assassinats politiques, de crimes féroces contre

des militants de la Résistance Populaire. Il en est résulté une vague de dégoût, d'indignation et de rage qui n'a cessé de croître et de s'amplifier avec les événements suivants.

4) Entre le 18 et le 23 mai, on apprend d'abord la séquestration, puis l'assassinat de Michelini, Gutierrez Ruiz, Whitelaw et Barredo. Ce qu'il y a de significatif ici, c'est que dans un pays pratiquement occupé par l'armée, 7 à 10 000 personnes assistent à l'enterrement, défiant les menaces officielles.



TOUTE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE POUR EMPÊCHER SON ASSASSINAT Uruguay

RÉSISTANCE OUVRIERS-ETUDIANTS (R.O.E.) LA LUTE A L'USINE DE PNEUS FUNSA-FIRESTONE

5) Mais une fois de plus, c'est surtout la présence renouvelée de l'action organisée de la classe ouvrière qui montre avec clarté la mobilisation des masses. Au cours du mois de mai, une des usines de pneus FUNSA-FIRESTONE, s'est mise à développer des arrêts de travail pour protester contre le licenciement de 3 camarades. La répression ne s'est pas faite attendre et onze dirigeants du syndicat traditionnellement combatif ont été arrêtés et sont

torturés en ce moment même. Cet épisode de l'usine FIRESTONE ne fait que confirmer la caractéristique de ces dernières années de résistance : les actions des ouvriers de la Construction, celles des travailleurs des banques, du barrage de Salto Grande, des frigorifiques, des étudiants. C'est le maintien de syndicats de classe, défiant les tentatives gouvernementales pour mettre en place des syndicats jaunes.

### L'ACTION DE RÉSISTANCE

6) C'est finalement la permanence d'une action politique organisée de la résistance, dont un des détachements est la ROE (Résistance Ouvrière et Etudiante), qui à travers une action tenace, qui suppose des sacrifices, souvent invisible, travaille à diffuser la presse clandestine pour développer la contre-information, fait un travail d'agitation et de propagande et mène une lutte sans merci contre toute forme de défaitisme. C'est cette action de la Résistance, développée au sein même de la classe ouvrière qui est devenue l'écueil fondamental de la dictature, qui l'a empêché de concrétiser ses projets, qui a permis

de maintenir son isolement.

Voici les 6 faits qu'il faut avoir en tête pour interpréter la crise politique actuelle - qui n'est pas dénouée - dans laquelle se débat la dictature.

En Uruguay, aujourd'hui, personne n'est dupe des promesses des chefs militaires. Il en est ainsi parce qu'un travail tenace de la Résistance a dévoilé leurs plans, montrant que la dispute avec Bordaberry est à peine une bataille de chiens, que le chemin du peuple est autre, c'est le chemin de la lutte et de l'unité.

(à suivre) recueilli par Héliane VARJAC

### LES LUTTES POPULAIRES ET LA CHUTE DE BORDABERRY

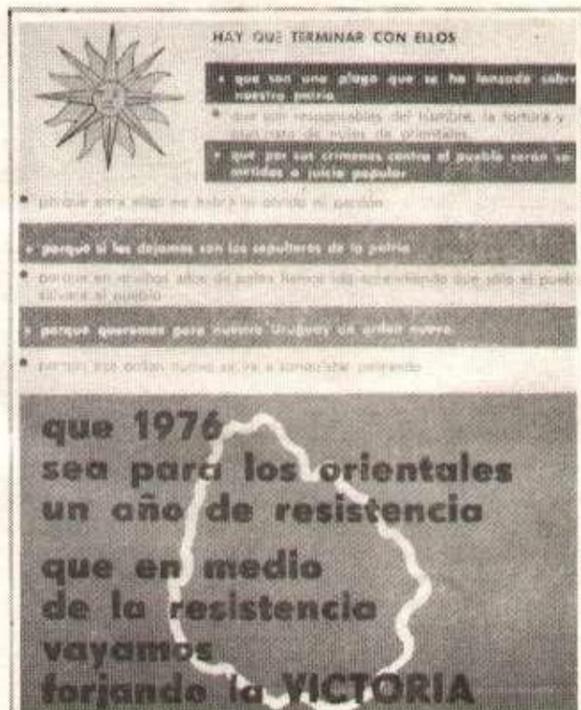
QDP : Justement, on parle beaucoup dans la presse bourgeoise des règlements de compte entre Bordaberry et les différentes tendances chez les militaires et pratiquement pas de la Résistance à ce que vous définissiez comme la dictature civico-militaire de l'oligarchie liée à l'impérialisme. Pourtant, je suppose que ces règlements de compte ne sont que la partie visible, le sommet de l'iceberg ?

Hugo Cores : «Tout à fait. La crise politique qui vient de provoquer le renvoi de Bordaberry de la présidence de la République a des racines profondes et n'est pas prête de se terminer ; elle constitue simplement l'épisode d'un processus dont le trait caractéristique est l'impossibilité, pour la dictature civico-militaire uruguayenne, de trouver des solutions aux graves problèmes économiques du pays, de se donner une base sociale propre, un aval même

minimum des masses, capable de donner une certaine légitimité au système.

6 faits jalonnent les semaines qui ont précédé la chute de Bordaberry : 1) Un ensemble de mesures économiques qui constituent un grave coup contre les retraités et les pensionnés. Les secteurs populaires verront leur misère s'aggraver encore davantage, d'autant plus que le taux de chômage endémique est très élevé en Uruguay.

2) Au mois de Mai devaient entrer en vigueur les nouvelles dispositions concernant les loyers. Dès que leur contenu a été connu, un très grand malaise s'est emparé des secteurs populaires, les plus touchés par la nouvelle loi. Les ordres et les contre-ordres dans ce domaine et la complexité de la législation ont provoqué une situation chaotique et des discordances même parmi les propriétaires.



Ce bulletin d'agitation est diffusé clandestinement en Uruguay. Il a été tiré par la Résistance à l'occasion de la nouvelle année. Nous en citons quelques extraits :

- «Il faut en finir avec eux, - qui sont un fléau qui s'est abattu sur notre patrie, - qui sont responsables de la faim, de la torture et de l'assassinat de milliers d'habitants de la côte orientale, - qui par leurs crimes contre le peuple seront soumis au jugement populaire, - parce que pour eux, il n'y aura ni oubli, ni pardon, - parce que si nous les laissons, ils seront les fossoyeurs de la patrie, - parce qu'au cours de multiples années de luttes, nous avons appris que seul le peuple sauvera le peuple, - parce que nous voulons pour notre Uruguay, un ordre nouveau, - parce que cet ordre va se conquérir par la lutte.

Que 1976 soit pour les habitants de la côte orientale une année de résistance, que par la résistance, nous forjions la victoire.

**SOLIDARITÉ AVEC LES GRÉVISTES DE LA FAIM**  
Allez les voir, discutez avec eux :  
Maison Verte  
127, rue Marcadet, - Paris 18<sup>e</sup>  
Pour la libération de Gerardo Gatti et tous les Uruguayens enlevés, disparus ou prisonniers.